

***l'Anti*capitaliste**

n°543 | 12 novembre 2020 — 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

FACE À LA CRISE SANITAIRE ET SOCIALE



NI DÉSARMÉ·E·S NI RÉSIGNÉ·E·S

Dossier

L'Éducation nationale
en première ligne

Pages 6 et 7

ÉDITO

Entreprises et dirigeants:
des amours qui payent
Page 2

PREMIER PLAN

Loi «sécurité globale»:
un pas supplémentaire dans
l'autoritarisme Page 2



ACTU INTERNATIONALE

États-Unis: Biden l'emporte
mais les divisions demeurent et
le trumpisme reste fort Page 4

LIBRE EXPRESSION

De Fralib à Scop-TI: entretien
avec Olivier Leberquier
Page 12



édito

Par HENRI WILNO

Entreprises et dirigeants : des amours qui payent

À entendre les uns et les autres, la France entière (sauf Marine Le Pen) se réjouirait du résultat des élections aux USA. Mais, en fait, des multinationales françaises ont financé la campagne républicaine.

Qu'il y ait des relations étroites entre les grandes entreprises capitalistes et ceux qui prennent les décisions (gouvernements, élus, très hauts fonctionnaires,...) est une évidence. Ils se rencontrent fréquemment, non seulement dans le cadre de leurs fonctions, mais aussi à titre amical. Et, à l'exemple d'Emmanuel Macron, ils peuvent vivre en harmonie entre l'administration, la politique et le secteur privé. En France, nombre de politiques arrivent ainsi de grandes entreprises ou y retournent, comme l'ancien Premier ministre Édouard Philippe, qui siège désormais au conseil d'administration d'Atos (services numériques).

Mais il y a un autre support des relations entre entreprises et décideurs : les flux d'argent pour influencer ces derniers. Sur la base de leurs déclarations des dépenses de lobbying, il est possible de tracer au moins une partie (certaines dépenses plus discrètes ne sont évidemment pas déclarées) des sommes consacrées au niveau mondial par les entreprises à faire entendre leur voix auprès des décideurs. D'après un rapport de l'Observatoire des multinationales, Airbus et Sanofi viennent en tête avec 6 et 6,9 millions d'euros de dépenses déclarées en 2019. Ils sont suivis par Total (4,7 millions) et Engie (3,8 millions). Il s'agit pour ces entreprises soit d'obtenir des avantages, fiscaux par exemple, soit de s'opposer aux initiatives (comme les réglementations écologiques ou financières) susceptibles de les gêner. Ces dépenses déclarées n'incluent évidemment pas les versements sur des comptes dans des paradis fiscaux et donc les versements de pots-de-ven, pour acheter un vote ou obtenir des marchés. Figurent ici seulement les factures des dépenses consacrées à nouer ou entretenir de « bonnes relations ».

En Europe, les financements des campagnes électorales n'apparaissent pas dans les sommes déclarées mais c'est le cas aux États-Unis. Selon les chiffres disponibles début novembre, le premier contributeur du CAC 40 à la campagne électorale US de 2020 est le groupe pharmaceutique Sanofi. Suivent Axa, Vivendi, BNP-Paribas et Airbus. Et les versements de Sanofi, Axa et Airbus penchent clairement en faveur des républicains. Mais au fond, Républicains ou Démocrates, les géants du CAC n'en ont pas grand-chose à faire : l'essentiel c'est que ce soit « business as usual ».

BIEN DIT

Il est consternant qu'à l'heure du deuil face à des attentats terroristes, à l'heure des rappels sur la liberté d'expression, des universitaires s'emparent d'assassinats abjects pour régler leurs comptes et accuser leurs collègues de complicité. C'est indigne de la situation.

TRIBUNE D'UNIVERSITAIRES ET DE CHERCHEURS, lemonde.fr, 4 novembre 2020.

À la Une

FACE À LA CRISE SANITAIRE ET SOCIALE

Ni désarmés ni résignés

La rentrée des congés de la Toussaint, qui s'annonçait compliquée dans l'après assassinat de Conflans et le reconfinement a été marquée, dans les établissements scolaires, par de très nombreux débrayages spontanés, combinés à des droits de retrait. La mobilisation qui se poursuit dans l'éducation cristallise aujourd'hui de nombreux éléments de la situation sociale et sanitaire, face à un gouvernement qui semble déterminé à poursuivre sa gestion erratique et autoritaire de la crise sanitaire mais qui craint que les contestations ne débouchent sur des explosions sociales.

Dans l'éducation nationale, en plus de l'impréparation orchestrée par le gouvernement depuis le début de l'épidémie, les personnels ont dû faire face, dans la période déjà éprouvante pour elles et eux, marquée par l'assassinat de leur collègue Samuel Paty, au mépris de leur ministre autoritaire, Jean-Michel Blanquer. Les lycéens qui ont elles et eux aussi décidé de reprendre la main sur l'incurie de l'organisation dans leurs établissements scolaires, ont fait également l'expérience douloureuse de l'autoritarisme et de la violence de ce gouvernement. Mais une chose est sûre : leur irruption dans la rue, devant les lycées, pour exiger au côté de leurs professeurEs des conditions d'études sans risques sanitaires, a surpris et secoué tout le monde. La mobilisation lycéenne, imprévisible et explosive, n'est certainement pas étrangère à la reculade de Blanquer annoncée jeudi dernier.

Décider par et pour nous-mêmes

Même si les personnels et les élèves sont loin d'avoir vu l'ensemble de leurs demandes satisfaites, c'est bien à un recul auquel nous avons assisté, avec la suppression, pour l'année 2020-2021, des « épreuves communes » (ex E3C), et une reconnaissance de la revendication des demi-groupes dans les lycées (pour plus de détails, voir notre dossier pages 8-9). Mardi 10 novembre, la mobilisation s'est poursuivie avec des taux de grèves significatifs dans l'ensemble de l'éducation



nationale, et de nouvelles actions menées par les lycéens.

Même si la mobilisation est très inégale, les établissements scolaires cristallisent aujourd'hui de nombreux éléments de la situation globale, qu'elle soit sociale ou sanitaire. Les lycéens et personnels de l'éducation en lutte posent en effet des questions essentielles dans la période de crise que nous traversons : comment préserver la santé de touTEs, salariéEs et usagerEs, tout en ne l'opposant pas au maintien de certaines missions de service public indispensables, comme l'éducation ? Comment actualiser certaines revendications (sur les embauches de personnels, les conditions de travail et d'études, etc.) dans le nouveau contexte créé par l'épidémie ?

Au-delà, par leur mobilisation, ils et elles rappellent à qui refuse de l'entendre que, sur les lieux de

travail comme ailleurs, ce sont les premierEs concernéEs qui sont le mieux placés pour savoir ce qui doit être réorganisé et comment, quels sont les nécessités et les besoins pour faire au mieux dans le respect des conditions sanitaires et en ayant des conditions de travail satisfaisantes. Dans les services publics, les premierEs concernéEs sont aussi les usagerEs, qui devraient être associés, au côté des salariéEs, à des décisions qui engagent en réalité la vie de millions de gens.

« Un plan d'urgence pour la santé, pas pour les profits »

Soit exactement le contraire de la politique du gouvernement, qui navigue à vue avec pour seul cap le maintien d'un fonctionnement de la machine capitaliste à faire des profits, quitte à prendre des décisions changeantes, voire

contradictoires, et quitte surtout à mettre nos vies en danger. Le tout en adoptant une posture (et des textes de loi) toujours plus autoritaires. Alors nous devons le dire haut et fort : pour lutter efficacement contre le Covid, il ne suffit pas d'adopter les – nécessaires – comportements individuels et collectifs responsables, mais il faut lutter, ici et maintenant, contre un gouvernement et ses politiques qui font primer les profits sur la vie.

« Un plan d'urgence pour la santé, pas pour les profits » : telle était l'inscription sur la banderole de tête de la manifestation qui s'est déroulée à Toulouse samedi dernier, appelée, autour des syndicats de l'hôpital (CGT et SUD), par une vingtaine d'organisations politiques, syndicales, associatives. 5 000 manifestantEs se sont retrouvés : hospitalierEs, syndicalistes, collectif aéronautique, enseignantEs, DAL, Toutes en grève, militantEs politiques (NPA, FI, POI, LO...), habituéEs des Gilets jaunes... Une initiative qui, à l'instar de ce qui se passe dans l'éducation nationale, témoigne du fait que nous ne sommes pas condamnés à subir les politiques antisociales et antisantitaires du gouvernement, et que prendre au sérieux l'épidémie de Covid ne signifie pas faire taire nos voix et nos luttes. Il s'agit désormais d'amplifier ces résistances, de construire les solidarités locales comme les convergences sectorielles et les fronts politiques, afin de ne pas laisser la main à un pouvoir irresponsable mais qui ne reculera que si nous avançons.

Manon Boltansky et Julien Salingue

LOI « SÉCURITÉ GLOBALE »

Un pas supplémentaire dans l'autoritarisme

Une nouvelle loi sur la sécurité va venir s'ajouter à la trentaine déjà votées et mises en œuvre depuis 20 ans. La proposition de loi « sécurité globale » sera débattue du 17 au 20 novembre et soumise au vote en procédure accélérée, avec une seule lecture. Retour sur les dangers de cette proposition de loi.

C'est Éric Ciotti, souvent inspirateur des politiques sécuritaires, qui avait lancé le premier une proposition de loi dont l'article le plus dangereux était « l'interdiction de filmer et diffuser des images de fonctionnaires de la police nationale, de militaires, de policiers municipaux, d'agents des douanes sous peine d'une amende de 15 000 euros et un an d'emprisonnement ». Le contexte de la fin mai 2020 n'a pas permis de donner

suite à cette proposition. En effet, après l'assassinat raciste de George Floyd par le policier blanc américain Derek Chauvin, dont les images d'une violence inouïe ont fait le tour du monde et suscité un mouvement de colère et de manifestations extraordinaire, il était sans doute difficile pour Macron et son gouvernement de supprimer purement et simplement le droit à l'information dans nos manifs. Mais aujourd'hui, sous les signatures de Castaner et de plusieurs autres députés

LREM, dont l'ancien patron du RAID, Jean-Michel Fauvergues, la proposition de loi ressurgit, offrant toujours plus d'immunité pour les forces de l'ordre et restreignant toujours plus nos libertés et nos droits.

Impunité totale

L'idée de Ciotti a été « améliorée » ! Ce qui est proposé dans cette nouvelle loi c'est « un an d'emprisonnement et 45 000 euros d'amende pour la diffusion, par quelque moyen que ce soit, de l'image du visage ou de tout autre élément d'identification d'un fonctionnaire de police ou d'un militaire de la gendarmerie lorsqu'il agit dans le cadre d'une opération de police ». On sait que le camouflage des visages des policiers et gendarmes intervenant dans le cadre d'un attentat terroriste

ou dans des situations de flagrante criminelle est déjà légal et utilisé. Mais là les actions des policiers se déroulent dans le cadre d'opération de maintien de l'ordre, entre autres au cœur de nos rassemblements et manifestations. Le journaliste David Dufresne affirme que « sur les 55 sources d'images rassemblées dans le film Un pays qui se tient sage, 30 tomberaient sous le coup de la loi ».

Au fond, il s'agit pour le gouvernement de donner les pleins pouvoirs aux forces de l'ordre avec une impunité totale qui empêche toute responsabilité. Il faut aussi rappeler, comme le fait Claire Hédon, défenseuse des droits, que les policiers sont des fonctionnaires, que ces forces de sécurité assurent une action à caractère public. Et qu'il n'y a donc aucune raison à

Un monde à changer

SALARIÉ·E·S DE «DEUXIÈME LIGNE» : FOUTAGE DE GUEULE. Vendredi 6 novembre s'est tenue la première réunion (syndicats, patronat, ministre du travail, experts) de la mission sur les salariéEs baptisés, au printemps dernier, de «deuxième ligne», celles et ceux qui vont «au front» derrière les soignantEs: c'est-à-dire en particulier les caissières, les manutentionnaires, les chauffeurs-livreurs, les éboueurs. En avril, Macron s'était fendu d'une déclaration, soulignant le travail de ces femmes et de ces hommes «*que nos économies reconnaissent et rémunèrent si mal*», citant même la *Déclaration des droits de l'Homme* qui affirme que «*les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune*». Paroles, paroles, paroles....

En mai, Muriel Pénicaud annonce la couleur: pas de hausse du SMIC et négociations dans les branches professionnelles! Depuis, plus rien de visible, à part une prime à géométrie variable selon les entreprises.

Aujourd'hui, la «deuxième ligne» continue d'aller travailler tous les jours dans des conditions où la santé n'est souvent pas la première priorité des patrons, avec la crainte de perdre leur emploi et dans des transports en commun où la distanciation est impossible aux heures de pointe.

Le 14 octobre, à défaut de préparer les actions nécessaires (au-delà de celles

qui se mènent déjà sur le terrain), les leaders des cinq plus importantes organisations syndicales écrivent au Premier ministre pour lui demander une «réunion d'urgence consacrée à la reconnaissance effective du rôle essentiel des salariéEs des emplois dits de la deuxième ligne».

Castex a reçu une demande aussi polie cinq sur cinq. Deux expertes ont été désignées et ont organisé une réunion. L'idée est de travailler sur des «*indicateurs dans une approche pluridimensionnelle qui prenne en compte la dimension salariale mais aussi d'autres aspects*» (sic). Cette phase devrait se conclure à la fin de l'année par l'établissement d'un ensemble de critères «*afin d'identifier les métiers concernés*». Ensuite, il y aura des discussions dans les branches... Le patronat demande du temps: «*Nous souhaitons que l'on prenne le temps de réaliser un diagnostic au-delà de l'émotion suscitée par la crise*» (Hubert Mongon, en charge du dossier au Medef).

Dans l'immédiat, la porte du Premier ministre est grande ouverte aux organisations de commerçants (beaucoup des plus petits ont des difficultés réelles) et les milliards du «plan de relance» pleuvent sans contrepartie sur les entreprises. Les «deuxième ligne» peuvent continuer à aller se faire décimer au front. À défaut de salaire, Macron distribuera peut-être des médailles!

AUTOMOBILE

Le Covid ne s'arrête pas aux portes des usines

Au moment de la mise en place du confinement numéro 2, le 30 octobre 2020, les carnets de commandes de l'industrie automobile étaient bien remplis, en raison notamment du maintien d'un effet rattrapage des activités suspendues pendant le printemps dernier. Mais, bien évidemment la production ne s'effectue pas dans des conditions «normales».

Le port du masque et l'application des mesures barrières, déjà difficiles à supporter en eux-mêmes, le sont encore davantage quand les effectifs en poste sont roborés du fait de l'éviction des intérimaires presque partout, et quand durée et intensité du travail ne sont pas réduites malgré les effets de cette «distanciation» imposée.

Résistances à l'aggravation des conditions de travail

Des résistances se sont manifestées dans les usines PSA de Mulhouse et Sochaux, avec une grève des salariéEs en charge de l'emballage du sous-traitant STPI, et dans celle de Renault-Cléon, où des moteurs sont fabriqués pour le monde entier. Mais dans une situation où, sur le terrain, les syndicats sont, au mieux, largement désorganisés, au pire empêtrés dans le «dialogue social», pas de riposte d'ensemble même au plan d'une seule usine ou d'établissement.

À en croire les patrons, le Covid s'arrêterait aux portes des usines. Mensonge scandaleux démenti par des comptes rendus de Comités sociaux et économiques de nombreuses usines et établissements.



WIKIMEDIA COMMONS

Dans l'usine PSA de Mulhouse, par exemple, à la date du 4 novembre il apparaît que le nombre de cas de salariéEs positifs au Covid est en augmentation: neuf cas en quatre jours selon les chiffres de la direction, alors qu'il y en avait eu 16 en deux mois.

Toutes les activités de production affectées

Si dans les tout premiers jours du confinement la production pouvait continuer pour satisfaire les commandes passées, c'en est

maintenant terminé. Selon les informations fournies dans la presse automobile professionnelle, les commandes d'automobiles se sont effondrées depuis la mise en place du nouveau confinement. Dès maintenant, PSA a annoncé le report de la création d'une équipe vendredi-samedi-dimanche à Sochaux pour la production des Peugeot 3008 et 5008. Toutes les heures supplémentaires ont aussi été abandonnées à Sochaux et Mulhouse. L'usine PSA de Rennes La Janais a annoncé la suspension, à

compter du 16 novembre, de l'équipe de nuit: 500 salariéEs vont passer au chômage partiel ou voir leur contrat d'intérim interrompu (lire page 8). Et on parle, dans l'usine de Mulhouse, de la mise au chômage partiel du personnel à partir du début du mois de décembre. Ce qui est donc à l'ordre du jour, c'est, partout, l'indemnisation à 100% du chômage partiel tant pour les salariéEs PSA, Renault et sous-traitants que pour les intérimaires et prestataires.

Tout pour le profit

Alors que les concessions automobiles devraient être fermées, que les ateliers sont des clusters potentiels, et que les voitures sont sûrement moins essentielles que les livres, volume de production et mise au chômage partiel sont, pendant cette pandémie, exclusivement définies selon le niveau des stocks et les exigences de profit. Conditions de travail des salariéEs et satisfaction des besoins les plus essentiels de la population sont ainsi délibérément sacrifiées. L'automobile, ou l'exemple à ne pas suivre.

Correspondants blog NPA auto-critique

Le chiffre

135€

C'est le montant de l'amende dont ont écopé, vendredi 6 novembre, plusieurs dizaines de personnels soignants de l'Assistance publique-Hôpitaux des Paris (AP-HP). Leur tort? S'être rassemblés devant l'Hôtel-Dieu, à Paris, pour s'opposer à la fermeture «temporaire» du service des urgences, décidée par la direction de l'AP-HP. «Rassemblement non déclaré», explique la préfecture de police, qui ne rate décidément aucune occasion de faire montre de sa sournoiserie.



À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveau partianticapitaliste.org

SUR FACEBOOK
@anticapitaliste.presse

SUR TWITTER
@Lanticapitalis1

SUR INSTAGRAM
@l_anticapitaliste

NO COMMENT

C'est sûr que si vous étiez ministre de l'Éducation nationale, les élèves seraient encore sur leur canapé aujourd'hui et depuis le mois de mars.

JEAN-MICHEL BLANQUER (à l'attention des députéEs LFI), 3 novembre 2020.

FLOUTAGE DES POLICIERS



ce qu'ils ne soient pas identifiables quand ils agissent dans le cadre du maintien de l'ordre.

TouTEs terroristes, touTEs fichés?

«Les services de l'État concourant à la sécurité intérieure et à la défense nationale peuvent procéder au moyen de caméras installées sur des aéronefs, des drones, des hélicoptères à la captation, l'enregistrement et la transmission d'images». Une dizaine de situations très diverses sont nommées où les caméras peuvent être utilisées. Parmi celles-ci: prévention d'actes terroristes, régulation des flux de transports, protection des bâtiments et installations publics et leurs abords, surveillance des frontières et «la sécurité des rassemblements des personnes sur la voie publique ou des lieux ouverts au public, si risques graves à l'ordre public ainsi que pour soutenir les personnels au sol»... Toutes ces images peuvent être visionnées en temps réel, ce qui permet de

documenter, de fiché tous les individus qui se trouvent au même moment au même endroit. TouTEs fichés. C'est une remise en cause drastique du droit à la vie privée. Et une extension quasi illimitée des pouvoirs de police puisque tous ces visages captés iront rejoindre le fichier des 8000 visages déjà enregistrés. Un grand pas vers la reconnaissance faciale! Bien sûr nous ne vivons pas dans une dictature fasciste. Des syndicats, des associations, des journalistes, des avocats peuvent encore s'exprimer, mais... Un gouvernement qui assimile les manifestantEs à des terroristes, qui refuse légalement toute opposition populaire, qui gère le maintien de l'ordre comme une guerre, c'est un État qui devient chaque jour de plus en plus autoritaire. Qui interdit de fait toute contestation. Qui supprime nos libertés et nos droits. À nous de réagir!
Roseline Vachetta

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

Directeur de publication:
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction:
Julien Salingue

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 22
Fax: 0148 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

ÉTATS-UNIS

Le dernier combat de Trump

Malgré les défis juridiques lancés par Trump, la victoire de Joe Biden met fin à une sordide élection présidentielle aux États-Unis.

DESSIN VICTOR JUHASZ



La stratégie de campagne de Trump a consisté en une approche en trois volets : le premier était de dénigrer Biden comme sénile, redevable à la supposée aile gauche de son parti et, à travers les relations commerciales de son fils Hunter, corrompu. Il a qualifié la vice-présidente de Biden, la sénatrice Kamala Harris, ancienne procureure générale de Californie, de «socialiste» et a lancé des railleries racistes et sexistes contre elle.

Allégations de fraude électorale

La deuxième ligne d'attaque a consisté à menacer d'un recours à la violence et à l'intimidation des électeurs en encourageant les miliciens d'extrême droite armés de fusils. Son appel lors du premier débat présidentiel à l'un de ces groupes, les «Proud Boys», à «se tenir prêts» a été largement considéré comme un encouragement à la violence pour limiter la participation électorale potentielle des démocrates. La troisième ligne d'attaque était de délégitimer les élections elles-mêmes, affirmant que les démocrates prévoient de voler les élections par le biais d'un vote massif par correspondance. Les allégations de fraude électorale ont été réfutées par des universitaires et des experts électoraux, et n'ont jamais vraiment été reprises par les médias de droite ou par les membres les plus d'extrême droite du Parti républicain. Cette ligne d'attaque a été conçue pour préparer une contestation judiciaire de tout résultat impliquant la défaite de Trump.

Trump s'est retrouvé seul avec ses déclarations les plus extrêmes et ses menaces. Ni Fox News ni le chef de la majorité républicaine au Sénat, Mitch McConnell, ne l'ont accompagné dans cette voie. L'armée a clairement indiqué qu'elle n'interviendrait pas dans les élections. Il y a eu très peu de violence sur les sites électoraux le jour du scrutin.

Requiem pour un coup d'État raté

À l'approche des élections, la gauche US a débattu des scénarios possibles d'une tentative de «coup d'État» de Trump. Plusieurs sections syndicales ont adopté des résolutions en faveur d'une grève en cas de tentative de renversement d'une victoire de Biden. Dans la matinée du vendredi 6 novembre, cependant, il est devenu presque inévitable que Biden remporte les 270 voix de grands électeurs nécessaires pour s'assurer la conquête de la présidence. Bien que Trump ait menacé de déclencher un torrent de poursuites judiciaires, des experts juridiques et des médias, y compris Fox News, ont souligné l'absence de preuve de fraude électorale.

Sans le soutien vocal de son parti, de Fox News et d'autres organes de presse réactionnaires, il semble que ce soit le coup d'État qui n'a pas eu lieu. Trump continuera à porter des accusations manifestement fausses sur la fraude électorale, mais les contestations judiciaires sont très susceptibles d'échouer malgré une Cour suprême très conservatrice, et les médias d'information grand public continueront probablement de passer, en se concentrant sur «l'équipe de transition» de Biden.

Néanmoins, des mobilisations de rue pourraient encore être nécessaires dans le cas peu probable où Trump obtiendrait que la Cour suprême ou les tribunaux d'État annulent les résultats des élections, et certaines ont déjà été planifiées. Il pourrait encore y avoir de la violence de la part des milices de droite, surtout si Trump continue de leur dire que l'élection a été volée, mais cela aussi semble peu probable. Pour protéger l'intégrité du vote, des manifestations ont été organisées dans diverses villes du pays le samedi 7 novembre. Les sections locales des Socialistes démocrates d'Amérique (DSA) ont participé activement à des manifestations dans les États du «champ de bataille».

Kay Mann

ÉTATS-UNIS

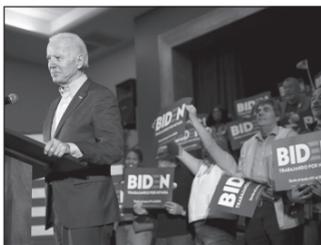
Biden l'emporte mais les divisions demeurent et le trumpisme reste fort

Lorsque CNN a annoncé que Joseph Biden était élu un beau samedi 7 novembre à Brooklyn à New York, où je vis, les gens ont inondé les rues, sautant de joie, criant, applaudissant, frappant des casseroles et des poêles. En quelques heures, il y avait des milliers de personnes exprimant leur joie dans Prospect Park.

Les et elles ne fêtaient pas tant la victoire de Biden que la défaite de Trump. Le monstre allait quitter la Maison Blanche. Dans mon quartier en grande partie habité par des Noirs, certains célébraient aussi l'élection de Kamala Harris, une femme d'origine noire et indienne, et une fille d'immigrants, la première femme à être élue vice-présidente. Dans d'autres régions du pays, cependant, il y a eu des manifestations de partisans du président Donald Trump qui avait plus tôt déclaré sa victoire. Trump et ses partisans ont affirmé que l'élection avait été volée, bien qu'ils n'en aient offert aucune preuve. Si Trump est vaincu, le trumpisme survit. Les célébrations et les manifestations expriment les profondes divisions du pays.

Démocrates en demi-teinte

Alors que Biden a gagné, il n'y a pas eu de «vague bleue», c'est-à-dire pas de victoire démocrate écrasante. Le vote populaire a donné 75 millions de voix à Biden et 71 millions à Trump. Pour ce qui est du collège électoral, Biden est vainqueur avec actuellement 279 grands électeurs contre 214 (avec quelques États dont les résultats sont à venir). Le succès de Biden a été permis par la victoire



WIKIMEDIA COMMONS

dans plusieurs États disputés avec seulement dix, vingt ou trente mille voix d'avance. Dans cinq d'entre eux, Biden a remporté moins d'un pour cent des voix de plus que son adversaire.

D'autres Démocrates n'ont pas si bien fait. À la Chambre des représentants, les démocrates ont perdu sept sièges et pourraient en perdre jusqu'à une douzaine, leur laissant seulement une toute petite majorité. Cependant, l'«équipe» («The Squad»), les quatre nouvelles représentantes de la gauche – Alexandria Ocasio-Cortez de New York, Ilhan Omar du Minnesota, Ayanna Pressley du Massachusetts et Rashida Tlaib du Michigan – ont toutes été réélues.

Le décompte actuel du Sénat donne 48 républicains et 48 démocrates, avec quatre sièges encore à décider, et, bien qu'il y ait encore des

votes à compter ou des élections au second tour à tenir, les républicains peuvent être en mesure de garder le contrôle du Sénat, un développement qui pourrait frustrer Biden et les démocrates, les empêchant de faire adopter une législation de leur propre conception. Si 50 sénateurs devaient être élus par chaque parti, les démocrates auraient la majorité grâce au vote de la vice-présidente qui le présidera (conformément à la Constitution).

Trump a conservé sa base et l'a mobilisée

Dans 44 des 50 États américains, il y a également eu des élections générales pour les gouverneurs, les Sénats d'État et les Chambres des représentants d'État. Les démocrates n'ont pas réussi à obtenir des gains significatifs lors de ces élections, et dans deux États – le Montana et le New Hampshire – les républicains ont remporté le poste de gouverneur, et la majorité du Sénat et de la Chambre. L'élection a été une défaite pour Trump, mais pas pour le Parti républicain.

L'élection a montré que le pays était divisé géographiquement selon des lignes traditionnelles, les côtes allant à Biden et le Midwest et le sud à

Trump. Biden a remporté deux États cruciaux de la région des Grands Lacs, le Wisconsin et le Michigan, et a gagné en Pennsylvanie. Dans l'ouest, il semble qu'il gagnera l'Arizona et le Nevada. De façon plus surprenante, dans le sud, il s'apprête à remporter la Géorgie. Presque partout, les démocrates ont gagné dans les villes et les républicains dans les zones rurales. Trump a conservé sa base et l'a mobilisée ; il a également obtenu une faible augmentation du soutien des électeurs et électrices noirs et des Latinos, et une augmentation du soutien des électeurs LGBT. Environ 90% des Noirs et 65% des Latinos ont voté pour Biden. Ce n'est qu'en Floride, où il y a une forte proportion de citoyens originaires de Cuba, du Nicaragua et du Venezuela, souvent anticommunistes, que Biden a mal réussi parmi les Latinos. Biden a réussi à reconquérir certains électeurs blancs de la classe ouvrière, de nombreuses femmes de banlieue et des jeunes électeurs.

La classe ouvrière est totalement divisée, Trump a remporté 55% des voix des hommes sans diplôme universitaire tandis que Biden en gagnait 43%. La majorité des travailleurs blancs soutiennent Trump, l'écrasante majorité des travailleurs noirs et latinos soutiennent Biden. La question pour l'avenir est de savoir comment les travailleurs et la gauche peuvent réussir à surmonter les divisions profondes de la classe ouvrière.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

ÉTATS-UNIS

Le capital et les élections de 2020

Aux États-Unis, nous sommes enfermés dans un système électoral bipartite depuis des décennies. Étant donné la faiblesse du financement gouvernemental, les candidats doivent recueillir eux-mêmes des fonds. En règle générale, des fractions de l'élite des affaires contribuent à l'un ou l'autre des grands partis – ou bien pour ne pas tout miser du même côté, contribuent aux deux. C'est le poids économique du business qui conduit les politiques de ces partis.

La Cour suprême, depuis une décision de 2010, a statué que la clause de liberté d'expression du premier amendement de la Constitution interdisait au gouvernement de restreindre la parole – le don d'argent étant considéré comme une forme de discours. L'argent collecté et dépensé augmente considérablement. Alors qu'en 2016, la course à la présidentielle avait coûté à elle seule 2,4 milliards de dollars, on estime que la campagne de 2020 en coûtera 6,6 milliards.

Candidat milliardaire

En tant que milliardaire, Donald J. Trump était un candidat républicain particulier. Il n'avait jamais occupé de fonction publique, était une personnalité de la télévision bien connue qui avait déjà été associée au Parti démocrate et ne se présentait pas comme un républicain typique préoccupé de réduire le rôle du gouvernement mais comme un populiste. Trump était un homme d'affaires sans grand succès et sa campagne n'était pas particulièrement soutenue par les grandes entreprises.

Contrairement à d'autres candidats à la présidence, Trump n'a jamais publié ses déclarations de revenus en tant que candidat, ni placé ses avoirs dans un trust indépendant après son élection. Les histoires sur son incapacité à payer les factures ont fait surface assez tôt, mais toute l'étendue de ses sous-traitants et même des



banques avec qui il était en affaire n'a été vérifiée que récemment par les journalistes du *New York Times*, quelques semaines seulement avant les élections de 2020.

Président au service du capital

Les réalisations de Trump au pouvoir sont des réductions d'impôts pour les entreprises et les riches, ainsi que la déréglementation et l'éviscération des agences de régulation. Celles-ci concernent la santé et la sécurité des travailleurs, l'ouverture de l'utilisation des terres fédérales aux sociétés et aux éleveurs et la suppression des restrictions sur la pollution de l'air, des terres et de l'eau.

Trump n'avait pas prévu le personnel pour pourvoir les nombreux postes

vacants qu'un président doit attribuer, à commencer par la Maison Blanche, au niveau du Cabinet et à diverses fonctions importantes. La Federalist Society, de droite, est venue à la rescousse, fournissant une liste de juristes qui avaient été préparés pour une telle opportunité. C'est ainsi que Trump a nommé, et que le Sénat à majorité républicaine a confirmé, 200 juges fédéraux, ainsi que Neil Gorsuch (2017), Brett Kavanaugh (2018) et Amy Coney Barrett (2020) à la Cour suprême des États-Unis. Cette foule de jeunes juges de droite aura un impact sur les tribunaux fédéraux pendant des années. La plupart des commentaires des médias dominants sur ces nominations se sont concentrés sur les questions

culturelles importantes pour la base évangélique de Trump, mais ces juges sont aussi favorables aux grandes entreprises.

Biden, candidat rassurant

En octobre, le magazine *Forbes* recensait 101 milliardaires qui avaient fait un don à la campagne Trump tandis que Biden avait 186 milliardaires de son côté. Ces milliardaires gagnaient leur argent dans des branches similaires – FIRE (finance, investissement et immobilier), le secteur des soins de santé et de la pharmacie et les industries de la communication/électronique/internet – mais Trump avait beaucoup plus de financement provenant de sources pétrolières et un peu plus de l'immobilier.

Les milliardaires ne voyaient plus aucun avantage particulier à soutenir un Trump chaotique par rapport à Biden, acteur politique sur la scène nationale depuis près de cinquante ans. Alors qu'il devenait clair que Trump devenait vulnérable, la question restait de savoir si le Parti républicain serait prêt à soutenir Trump, si nécessaire, dans ses diverses manœuvres. Lorsque Trump a déclaré qu'il avait gagné et que les démocrates essayaient de «voler» les élections, Mike Pence, son vice-président, ne l'a pas soutenu. À ce stade, il est devenu clair que l'establishment républicain n'avait plus besoin de Trump et de sa famille.

Dianne Feeley

MOBILISATIONS EN ITALIE « Nous sommes le peuple » ?

La reprise de la pandémie à grande échelle, largement anticipée par les chercheurs, les médecins et les institutions sanitaires depuis le printemps dernier, a complètement pris au dépourvu les pouvoirs publics – et privés. En Italie, cela s'est traduit par une longue série de balbutiements institutionnels finalement suivis de quelques mesures totalement insuffisantes – ou fondamentalement inutiles, comme le couvre-feu – pour affronter efficacement la propagation du virus. Ces derniers jours, on en est venu à créer des « zones rouges » – avec quarantaine et fermetures obligatoires – dans une partie importante du Nord industriel (Lombardie et Piémont) et la Calabre.

Il existe un sentiment très répandu d'inefficacité et d'inutilité du gouvernement italien pendant ces six derniers mois : démantèlement des structures sanitaires exceptionnelles, investissements très rares et inutiles dans la santé et dans l'éducation, blocage des embauches, abondants versements d'argent aux grandes entreprises et peu ou rien pour les travailleurEs ni pour les couches les plus faibles de la population, chaos absolu dans la gestion sanitaire d'une crise pourtant abondamment annoncée, décisions politiques dépendant toujours davantage des sondages électoraux plutôt que des exigences sociales...

Mobilisation de travailleurEs

Ce sentiment a créé un climat d'impatience beaucoup plus sensible qu'il y a six mois et un discrédit croissant des institutions : les drapeaux tricolores aux balcons, les chansons et les discours sur le thème « Tout ira bien » ont disparu. Les quelques mesures adoptées, après les campagnes médiatiques qui, hier encore, insistaient sur le retour sans problème à la « normalité », ont touché des secteurs économiques faibles et déjà en crise depuis très longtemps, comme le petit commerce et les micro-entreprises, et plus encore les millions de personnes qui, surtout dans le Sud et dans les grandes banlieues, vivent aux limites de l'économie souterraine, de la précarité et de l'assistanat. Dans ce contexte, évidemment, le malaise social augmente et, avec lui,



DR

les protestations. Mais les caractéristiques et l'importance des mobilisations de ces derniers jours ont été différentes et il vaut mieux ne pas tout mélanger, du moins en faisant leur compte rendu.

D'une part, en lien avec cette situation concrète, il y a eu les mobilisations des travailleurEs de l'éducation, de la santé et du spectacle, qui ont pris la forme de grèves relativement importantes et d'un climat d'agitation permanent de « basse intensité ». On doit y ajouter la lutte des travailleurEs de la métallurgie pour le renouvellement des conventions collectives (qui a culminé dans une grève générale le 5 novembre, expression d'un conflit non éteint).

Situation confuse

D'autre part, il y a eu une explosion de protestations (surtout à la

mi-octobre) de secteurs divers, que l'on peut difficilement ranger dans les catégories professionnelles ou les perspectives syndicales habituelles. Il y a eu des manifestations de rue de dimension modeste mais qui ont fait pas mal de bruit : à Turin, Naples et Rome, avec même des affrontements avec la police et, dans certains cas, des saccages de magasins. Les acteurEs de cette agitation sont très différents, ce qui donne la mesure d'une situation confuse et qui échappe souvent à une interprétation sociologique rassurante : petits et moyens commerçants aigris et appauvris (quelques-uns d'entre eux, au moins la part « respectable », plus directement liés à la droite officielle), néonazis, supporters des stades, jeunes de la troisième génération des banlieues...

Un tract anonyme distribué à Turin ces jours-ci, dit « Nous sommes le peuple ». Mais il n'y a pas eu, pour le moment, de naissance d'un mouvement « populaire ». Même à Naples, où, parmi les protagonistes de la manifestation il y a sûrement une partie de peuple plus authentique (au point de, probablement, préoccuper vraiment les autorités), les protestations ont servi avant tout à faire déboursier à l'administration un peu plus d'argent pour les commerçants et à faire couler des torrents d'encre à des anthropologues mainstream.

Absence de proposition du mouvement ouvrier

Mais ce phénomène ne s'est pas épuisé et beaucoup de choses dépendront de l'évolution de la gestion socio-économique des prochaines semaines, du niveau de désespoir et, dans certaines mesure, des dividendes politiques que ces mobilisations peuvent donner et à qui. Les seuls qui en ont tiré quelque profit politique ont été, semble-t-il, les milieux obscurs de l'extrême droite. Le véritable problème est peut-être là : en l'absence d'une hégémonie culturelle et politique, de propositions et d'objectifs attractifs du mouvement ouvrier, même les expressions du malaise social, plus ou moins « populaires », sont destinées à être la proie convoitée des aventuriers les plus audacieux et les plus dangereux.

Fabrizio Dogliotti, traduction Bernard Chamayou

POLOGNE Aux sources de la révolte contre la nouvelle interdiction de l'avortement

Vendredi 23 octobre, la Cour constitutionnelle polonaise a interdit presque tous les types d'avortement. Face à une mobilisation massive, le gouvernement réactionnaire semble jouer la montre en reportant l'inscription du verdict au Journal officiel.

L'interdiction de l'avortement, introduite en 1993 par le Parlement polonais et confirmée dans la loi par la Cour constitutionnelle en 1997, a été l'un des jalons de la transition de la Pologne du communisme d'État au capitalisme néolibéral. La loi établie en 1997 autorisait l'avortement dans trois situations : lorsque la grossesse résultait d'un viol, lorsque la vie ou la santé de la femme était gravement menacée, ou lorsque le fœtus risquait une maladie grave ou la mort. Vendredi [23 octobre], une décision de la Cour constitutionnelle a rendu illégale l'interruption de grossesse également dans cette troisième situation. Étant donné que la majorité des avortements légaux pratiqués en Pologne l'ont été pour cette troisième raison, la décision signifie qu'il n'y aura pratiquement pas d'avortements en Pologne – officiellement. Officieusement, selon l'une des principales organisations féministes du pays, la Fédération des femmes et de la planification familiale, quelque 100 000 avortements sont pratiqués chaque année en Pologne.

Payer le prix

Comme pour toute chose, l'avortement a aussi sa dimension de classe, divisant fondamentalement la société polonaise entre ceux qui peuvent se le permettre et ceux qui ne le peuvent pas. Cela compte évidemment, que vous viviez dans une région métropolitaine ou dans des régions où tous les médecins refusent d'interrompre une grossesse à cause de leur « conscience ».

L'un des slogans féministes les plus populaires aujourd'hui dit : « Nous voulons des médecins sans conscience ! » Ces dernières années, le discours libéral du « choix » a été remplacé par celui du « besoin » ; ceci non pour nier le droit des femmes de choisir, mais pour souligner que la plupart des femmes n'ont pas le choix en matière d'avortement.

Que vous décidiez de le faire en Pologne ou à l'étranger, cela coûte entre 50 et 100 % de votre salaire mensuel – en fonction de la ville, de la forme que l'IVG prend et de son accessibilité générale. En effet, tous les journaux polonais font de la publicité pour l'avortement – sous le nom de « provoquer la menstruation » ou « réguler le cycle menstruel ». De nombreux médecins qui refusent d'effectuer des IVG dans les hôpitaux publics, acceptent de les pratiquer dans des cliniques privées. Tout est une question d'argent – et de relations.

Résistances

Suite aux premières manifestations du vendredi 23 octobre – jour du jugement – les manifestations se sont étendues des grandes villes aux petites villes et villages du pays. Un décompte approximatif suggère que des manifestations ont eu lieu au moins dans soixante-dix endroits en Pologne, ainsi que dans une vingtaine de villes à l'étranger.

Une grève générale a été déclenchée mercredi [28 octobre] et de nombreux lieux de travail ont déjà commencé à déclarer leur soutien à la cause des femmes. Un élément nouveau et très populaire de la manifestation est que les féministes visitent des églises afin de défendre le droit à l'avortement et les droits des femmes. Les militantEs entrent dans les églises et se tiennent là, tiennent des banderoles et distribuent des tracts. Cela se passe généralement de manière pacifique, sans affrontements violents. Les manifestations actuelles semblent avoir une ambiance légèrement différente de celles qui ont eu lieu auparavant – maintenant nous sommes fous, pas seulement malheureux, et le slogan principal est un juron, « Wypierdalac ! », qui peut se traduire par : « Foutez le camp d'ici ! »

Ewa Majewska

Publication originale sur Jacobin, traduction fourth.international.



WIKIMEDIA COMMONS

ALGÉRIE Une défaite historique du régime

Ces résultats montrent d'une manière lancinante que le régime s'enfonçait davantage et que son hégémonie sur la société a pris d'autres sérieux coups considérables. Tebboune a même perdu beaucoup de voix comparativement aux chiffres officiels annoncés lors de l'élection présidentielle du 12 décembre 2019. Malgré le soutien politique de ses ex-concurrents à la présidentielle, de la direction de l'UGTA, de certains partis islamistes et d'autres partis qui ont boycotté les précédentes élections, le référendum constitutionnel n'a même pas drainé l'essentiel de son ancienne base électorale. Ces chiffres montrent que le régime n'arrive pas encore à consolider et à renforcer sa base sociale.

Le contexte du scrutin

À travers ce scrutin référendaire, le chef de l'État Abdelmadjid Tebboune voulait un plébiscite populaire pour renforcer son régime illégitime, comme l'a fait son prédécesseur Bouteflika lors de son premier mandat dans l'espoir de glaner quelque « légitimité populaire ». Mais c'est dans un contexte de pandémie du Covid-19, de couvre-feu et de restrictions sanitaires des plus contraignantes, que le pouvoir algérien a voulu

Lors du référendum constitutionnel organisé le 1^{er} novembre 2020, le régime a subi une défaite politique inégalée dans l'histoire de l'Algérie indépendante, avec seulement 23 % de participation, dont 33 % de « Non ». Soit une Constitution adoptée par moins de 14 % du corps électoral.

opérer son coup de force politique à travers le référendum.

Lors du couvre-feu sanitaire, le régime a profité de l'aubaine pour museler toutes libertés démocratiques, interdire les réunions et arrêter des centaines d'activistes et de militantEs politiques. La crise sociale s'est accentuée davantage à cause de la pandémie, des milliers de travailleurEs et de précaires se sont retrouvés sans travail et sans ressources financières. Face à cette situation, le gouvernement n'a pas mobilisé ses moyens colossaux pour venir en aide à ces millions de gens en détresses. Des centaines de protestations des travailleurEs ont été enregistrées dans plusieurs secteurs d'activités et dans plusieurs localités.

Sur le plan sanitaire, la situation est plus que catastrophique dans les structures de santé publique et les moyens de protection, quand ils sont disponibles, sont inaccessibles pour la majorité des AlgérienEs. Les promesses du régime sur « l'Algérie nouvelle » se sont avérées des chimères et de la poudre aux yeux, y compris dans certains secteurs



DR

qui ont cru au changement promis par les tenants du régime. Ce qui a fait que la campagne sur le référendum a été fade et n'a pas accroché l'extrême majorité des Algériennes et des Algériens, d'autant plus que le texte proposé n'apporte aucun changement notable à l'ancienne Constitution. Le président et l'exécutif gardent les mêmes pouvoirs exorbitants. Le régime n'a pas encore compris que le Hirak populaire a labouré la société pendant des mois et que les AlgérienEs ne veulent plus vivre comme avant. La question de la souveraineté populaire, le respect des libertés démocratiques et la justice sociale, demeurent

les principales aspirations d'un peuple en lutte depuis février 2019.

Quel pronostic pour l'avenir ?

Face à la nouvelle donne et à l'échec cuisant du régime dans son entreprise de continuité, on doit s'attendre à plus de fermeture politique, de répression et de recompositions avec les cercles les plus rétrogrades de la société. Pour sauver l'ordre établi, le régime va faire plus de concessions aux pays impérialistes et au patronat privé local pour avoir des soutiens politiques, ô combien nécessaires pour sa survie.

En face, le Hirak populaire et la classe ouvrière doivent s'organiser davantage pour défendre nos acquis démocratiques et sociaux. La prochaine étape exige une convergence de toutes les luttes sociales et politiques dans notre pays pour imposer une transition démocratique et sociale, à travers l'élection d'une assemblée constituante souveraine qui réponde aux aspirations démocratiques et sociales du peuple Algérien. L'exemple chilien, avec toutes ses limites, montre la voie. Samir Larabi

L'INQUIÉTUDE ET LA COLÈRE

Après le naufrage de l'hommage à Samuel Paty, dont les modalités ont été modifiées par le ministère à la dernière minute, suscitant une explosion de colère légitime chez les enseignantEs, c'est sur la question sanitaire que le ministère s'est illustré toute la semaine passée. De nouveau, de façon désastreuse.

S'il fallait trouver une image pour résumer cette semaine dans l'Éducation nationale, ce pourrait bien être celle du cluster apparu dans les bureaux du ministère, à cause d'un manque de respect du protocole sanitaire, manque dénoncé par les syndicats de l'administration centrale. C'est en effet le symbole parfait de la gestion catastrophique de l'épidémie par Blanquer : déni de la crise sanitaire, protocole inexistant et, pour finir, contaminations à la pelle.

Monsieur Touvabien

Pourtant, après « *On est prêt* », après « *La rentrée qui s'est faite dans la joie* », le ministre nous assurait encore la semaine dernière que « *les contaminations sont maîtrisées* » dans les établissements scolaires. Il continue à tenir un discours rassurant, à l'opposé de ceux de Macron ou Vétin... À croire qu'ils n'appartiennent pas au même gouvernement !

C'est que Blanquer le magicien invente ses propres chiffres. Il avance 3 528 cas confirmés d'élèves, là où Santé publique France parle de 25 000 pour les 0-19 ans, sur la même période. Cela lui permet de conclure à une stabilisation de l'épidémie dans le public scolaire, alors qu'elle est très nettement en augmentation. Alors, manipulation, erreur, mensonge ? Quelle que soit l'interprétation que l'on en fait, on ne peut que s'inquiéter de cette attitude totalement irresponsable face à une crise inédite dans l'histoire de l'Éducation nationale.

Heureusement, la mobilisation dans les lycées a permis de gagner sur quelques mesures qui pourraient ressembler, avec des imperfections, à un début de protocole sanitaire renforcé. Il s'agit notamment de généraliser l'accueil des élèves en demi-groupes, par alternance.

Bien sûr, cela ne va pas sans poser d'autres questions. Est-ce la porte ouverte à ce fameux enseignement « hybride » cher au ministre et à ses amis les lobbys de l'Edtech ? Quelle contrepartie face à la surcharge de travail engendrée pour les enseignantEs ? Et comment

réorganiser à la dernière minute tous les groupes, tous les emplois du temps, dans tous les lycées, pour se plier à la nouvelle organisation ? Des questions qui ne se posent même pas, pour l'instant, dans les écoles et les collèges, arbitrairement exclus du protocole renforcé. Seul le port du masque à partir de six ans, alors qu'on nous expliquait jusque-là que c'était inutile, et la limitation du brassage des élèves en collège (organisation des activités scolaires pour limiter les croisements entre élèves de groupes différents, impossible dans les conditions matérielles et humaines actuelles) sont censés répondre à l'urgence sanitaire. On comprend donc que l'inquiétude pour leur santé, celles de leurs élèves et celles de leurs proches, monte parmi ces enseignantEs.

Pourra-t-on encore éviter la fermeture des écoles ?

Enfin, le spectre qui hante toutes les têtes, c'est celui d'une nouvelle fermeture des établissements scolaires. Après celle de l'année (scolaire) dernière, dont on constate les dégâts à tous les niveaux du système scolaire, ce serait une catastrophe pédagogique. D'autant que le ministère est en train de faire la démonstration qu'il n'apprend rien de ses erreurs passées : alors que tout le monde avait dénoncé le manque de préparation du passage en distanciel, rien n'est fait, aujourd'hui, pour éviter le même chaos.

Est-il déjà trop tard, comme le pensent beaucoup ? Le déni de Blanquer nous a empêché de prendre de vraies mesures sanitaires, dès septembre, en prévision de la deuxième vague. Nos malades, nos morts, nos inquiétudes sur l'avenir de nos élèves sont le prix d'une politique sans lien avec la réalité, soumise uniquement au double dictat de l'ordre réactionnaire et de l'ordre libéral. Sans doute devons-nous nous habituer quelque temps à concilier l'école et la crise du Covid. S'il y a une leçon à retenir des deux dernières semaines, c'est que cela ne sera pas possible tant que Jean-Michel Blanquer restera ministre de l'Éducation nationale.

Raphaël Alberto



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS



L'ÉDUCATION NATIONALE EN PREMIÈRE LIGNE

RÉPRESSION À TOUS LES ÉTAGES : LA COUPE ES

Parce que c'est son projet d'extirper tout esprit critique de l'Éducation nationale pour mieux la dépecer et la réduire à la importe de formation aux stricts besoins de l'économie de marché, Blanquer a sorti les matraques pour la rentrée.

Au cours de la semaine passée, c'est toute la batterie des capacités répressives qui a été déployée dans l'Éducation nationale. Et les interventions policières au matin du mardi 10 novembre montrent que ce n'est pas fini...

Contre les enseignantEs

Histoire d'envoyer un message clair aux enseignantEs mobilisés pour défendre la mise en place de protocoles sanitaires à la hauteur de la vague épidémique, c'est jeudi 5 novembre, jour de l'annonce du premier recul de Blanquer sur les demi-groupes en lycée et l'annulation des E3C, que sont tombées les sanctions contre les quatre enseignantEs de Melle, traînées en conseil de discipline après huit mois de suspension pour avoir osé soutenir leurs élèves mobilisés contre les E3C en janvier dernier, et pour avoir dénoncé des pressions inacceptables et dangereuses exercées contre eux par un chef d'établissement extrêmement zélé. La rectrice de Poitiers, une proche de Blanquer avec lequel elle a travaillé lorsqu'il expérimentait ses conceptions pédagogiques au rectorat de Créteil, a fait très fort. Outrepasant les recommandations des conseils de discipline qui avaient auditionné les quatre enseignantEs pendant pas moins de 32 heures, elle a donné dans l'arbitraire le plus total puisque les poursuites étaient similaires pour les quatre : mutation d'office pour Sylvie, 15 jours d'exclusion de ses fonctions et donc du traitement pour Cécile, abaissement d'échelon pour Aladin et blâme



LA MEUTE / GRAINE

pour Sandrine. Le comité de soutien en est réduit à penser que « *seul l'ordre de passage justifie l'ampleur de la sanction* » contre des collègues qui n'ont pas voulu démentir de la légitimité de leur combat. Puisque les E3C ont disparu, les sanctions doivent être levées et les quatre de Melle reconnus comme victimes de l'acharnement d'une hiérarchie autoritaire.

Contre les élèves...

Cette rentrée n'a pas été placée sous le signe de la contestation que pour les enseignantEs. Les élèves ont pris une place déterminante dans le recul du gouvernement, mobilisés à juste titre, car doublement présumés susceptibles d'insubordination.

Sur le terrain sanitaire, pour non respect du port du masque ou de la distanciation, alors même que le ministère s'exonérait de prendre des mesures permettant de les protéger, ce qui est quand même de sa responsabilité. Et aussi sur le terrain idéologique, puisque Blanquer l'avait annoncé dans le cadre de l'organisation cadennasée de l'hommage à Samuel Paty en appelant au signalement de tout élève refusant de se plier aux règles qu'il voulait imposer. Dès lundi 2 novembre, puis surtout mardi en région parisienne mais aussi à Lyon, Nantes, Saint-Nazaire, Besançon ou Saint-Étienne, des élèves ont cherché à s'organiser pour bloquer leur lycée, et revendiquer de véritables mesures de protection

sanitaire (dédoublage des cours, passages à la cantine...). Pendant trois jours, la réponse, du lycée parisien Colbert au lycée Paul-Éluard de Saint-Denis, a été de lâcher la police : gazage, passage à tabac et amendes à Paris, interpellations et gardes à vue à Saint-Denis. Pas question de discuter avec les lycéenEs et de s'intéresser à leur avis alors que c'est leur santé et celle de leurs proches qui est en jeu. En pleine cohérence avec les conceptions de la « liberté d'expression » que Blanquer demandait aux enseignantEs d'asséner aux élèves.

... jusqu'à l'abjection

Dans sa croisade contre le radicalisme et le terrorisme, Blanquer



ÉCHOS DES MOBILISATIONS

A TOULOUSE

Pour la semaine de retour des vacances scolaires, très peu d'établissements se sont mis en grève ou en droit de retrait sur l'agglomération toulousaine. Cependant, toute la semaine, des AG, des heures syndicales, des temps banalisés imposés à la hiérarchie ont eu lieu dans la plupart des établissements. La journée de grève du mardi 10 s'annonçait forte mais les annonces de Blanquer concernant les lycées ont un peu désorganisé la préparation de l'action. En effet, les équipes de lycée ont basculé dans la mise en place, concertée, des demi-groupes, en ayant en partie l'impression d'avoir gagné avant même de s'être mobilisés. Il n'y a eu que deux jours ouvrés entre les annonces de Blanquer et la grève du 10 pour se convaincre d'accroître la pression pour obtenir des moyens et de véritables adaptations. La réussite d'une manifestation unitaire « Pour notre santé, pas pour leur profits », samedi 7 novembre, dans laquelle les soignantEs ont exprimé compter sur la réussite de la mobilisation éduc., a été un encouragement non négligeable.

DANS LA RÉGION ROUENNAISE

En se mettant massivement en grève le lundi 2 novembre, ce sont deux collèges de l'agglomération, Louise-Michel à Saint-Étienne-du-Rouvray et Jean-TeXcier au Grand-Quevilly, qui ont ouvert la voie au mouvement de colère qui s'est égrainé tout au long de la semaine de la rentrée. D'autres collègues ont suivi les jours suivants (à Oissel, au Mesnil-Esnard, à Maromme...) et il y a aussi des noyaux significatifs de grévistes et des assemblées générales débordant largement l'heure prévue dans plusieurs lycées de l'agglomération (à Elbeuf, Sotteville, Rouen...). Entre l'annulation des temps prévus pour discuter entre collègues de la manière dont ils et elles voulaient rendre le plus dignement possible hommage à Samuel Paty et l'inquiétude de plus en plus flagrante face aux contaminations dans le milieu scolaire, la grève s'est invitée sans crier gare. Cela a conduit l'intersyndicale académique à se réunir dès le mercredi 4 pour acter un appel à la grève finalement calé au mardi 10, à l'unisson de l'appel national, avec un rendez-vous pour manifester de l'inspection académique jusqu'au rectorat. La forte colère doit pouvoir s'exprimer dans la rue, des piquets devant les établissements étaient également prévus. Les premiers retours sur la participation indiquaient que les collègues du premier degré, absents des mobilisations de cette première semaine, allaient se saisir de cette date pour rentrer dans l'action également. C'est le double objectif du dédoublement général des classes et des embauches massives de personnels qui sert de catalyseur.

EN RÉGION PARISIENNE

C'est là que les mouvements de grève spontanés combinés à des droits de retrait collectivement exercés ont été les plus nombreux. Et c'est là aussi que des noyaux de lycéenEs ont débrayé, manifesté ou tenté de bloquer leur établissement (en subissant comme à Paris ou à Saint-Denis une violente répression). Impossible de rendre compte ici de toute la diversité de la mobilisation dans les départements de la petite et grande couronne mais on peut citer ici l'exemple du collège Delaune à Bobigny (93) qui a réussi après une mobilisation acharnée des collègues et des parents d'élèves à obtenir le dédoublement effectif des classes depuis le mercredi 4 novembre. Les collègues ont réussi à mettre en place (avec la participation des délégués élèves) un vrai protocole sanitaire renforcé qui prévoit des demi-groupes par journées alternées. Le groupe A vient un jour sur deux, idem pour le groupe B. Le rectorat est évidemment bien embêté par le fait que le Conseil d'administration ait validé la nouvelle organisation scolaire. L'autorisation des demi-groupes en lycée renforce la détermination des collègues à les faire appliquer dans la durée. Ils et elles étaient de nouveau en grève mardi 10 pour cela, et aussi pour réclamer les embauches nécessaires à la généralisation de tels protocoles. C'est le moment d'y aller toutes et tous ensemble de la maternelle à la terminale!

Marie-Hélène Duverger

DES MOYENS, DES EMBAUCHES, DE VRAIS PROTOCOLES SANITAIRES

Les enseignantEs avaient alerté dès la rentrée de septembre qu'aucune mesure n'avait été anticipée par le gouvernement et le ministère de l'Éducation nationale pour permettre aux établissements scolaires de fonctionner en temps de pandémie. Mais la situation d'austérité budgétaire habituelle dans laquelle évolue l'éducation depuis des années n'a pas été modifiée malgré les circonstances exceptionnelles.

Ainsi, la rentrée s'est déroulée avec son cortège habituel de fermetures de classes, de classes surchargées frôlant les 30 élèves par classe en primaire et maternelle, dépassant les 35 ou parfois 40 élèves par classe en collèges et lycées. Locaux vétustes sans sanitaires adaptés aux besoins renforcés de lavage des mains de l'ensemble des élèves, bâtiments aux fenêtres condamnées empêchant une aération des locaux, pas de tests, pas de masques protecteurs pour les personnels... Le tableau laissait présager la catastrophe annoncée. Qu'importe, Blanquer a concentré son énergie dans une campagne médiatique de communication mensongère : « La rentrée se passe bien, tout est sous contrôle ». Après les mensonges d'État annonçant que les enfants n'étaient pas contaminants, le ministère a ensuite cherché à cacher les cas de contamination dans les établissements scolaires. La hiérarchie refusait de fermer les classes ou les écoles lorsque des cas d'enseignants ou d'élèves étaient avérés, elle n'informait pas les familles des élèves lorsqu'un enseignant était testé positif et elle ne faisait pas remonter à l'ARS les cas contacts. Ainsi Blanquer pouvait se féliciter devant les caméras du faible nombre de contaminations dans les établissements scolaires!

On marche sur la tête

Devant l'évidence de la circulation du virus et de la deuxième vague, Blanquer a annoncé, la veille de la rentrée des vacances de la Toussaint, un pseudo protocole sanitaire renforcé. De protocole, il n'en a que le nom, et sans moyen pour le mettre en place, il est inapplicable. Aucune distanciation n'est possible lorsque les classes sont surchargées. À 35 par classe, les enseignantEs ne peuvent pas pousser les murs pour espacer les tables de leurs élèves. Le protocole recommande de ne pas brasser les groupes d'élèves, pourtant dans le primaire, le nombre d'enseignantEs remplaçants disponibles ne suffit même pas à couvrir les besoins pour remplacer les personnels vulnérables qui ne peuvent pas se rendre physiquement devant leur classe. Ainsi les personnels en arrêt maladie ne sont plus remplacés et leurs élèves sont alors répartis dans les autres classes, favorisant un brassage d'élèves et augmentant encore le nombre d'élèves par classe. On marche clairement sur la tête! Le protocole sanitaire recommande d'augmenter le nettoyage et la désinfection des locaux, mais personne n'a pensé à augmenter le nombre d'agentEs d'entretien. Comme les enseignantEs, les agentEs, en première ligne, sont particulièrement touchés par le virus. Aussi les arrêts maladie

BLANQUER FAIT UN GESTE POUR LES PROFS



se multiplient, les absences ne sont pas remplacées faute de personnels disponibles et nous n'assistons pas à un renforcement du nettoyage et de la désinfection des locaux mais au contraire à une dégradation de l'état sanitaire des établissements scolaires.

Il est urgent de prendre des mesures

Les enseignantEs qui se sont mis en grève depuis la rentrée des vacances, et mardi 10 novembre, l'ont fait par mesure de salubrité publique. L'Éducation nationale met en danger ses personnels, les élèves et contribue à la propagation de l'épidémie. Il est donc urgent de prendre des mesures. La mesure urgente qui s'impose dans l'éducation, comme d'ailleurs dans la santé et l'ensemble des services publics, c'est bien évidemment l'embauche immédiate de personnels supplémentaires. Pour réduire le nombre d'élèves par classe, il faut recruter des enseignantEs. Pour permettre la désinfection des locaux, il faut embaucher des agentEs d'entretien. Pour mettre en place de nouvelles organisations de la circulation dans les établissements scolaires, il faut embaucher des assistantEs d'éducation, des aides à la direction d'école. Ce sont ce type de décisions qui auraient dû être prises dès le mois de mars dernier, si le gouvernement avait pris au sérieux la crise sanitaire et s'il avait vraiment considéré l'éducation comme un besoin essentiel. Il aurait organisé des concours supplémentaires pour recruter et former de nouveaux enseignantEs, il aurait entrepris des travaux d'aménagement des locaux pour permettre l'application d'un protocole sanitaire digne de ce nom. Mais cela impliquait de mettre de l'argent public sur la table. Cet argent, il a fait le choix de le distribuer au patronat!

Des embauches immédiates!

Pour pallier l'urgence et pour répondre à la colère des enseignantEs, Jean-Michel Blanquer propose aujourd'hui une alternance des élèves dans les lycées. Pour pouvoir alléger le nombre d'élèves par classe, il propose aux lycéenEs de venir en classe en présentiel une semaine sur deux. Même si cette mesure est vécue pour certainEs comme une solution de protection minimale, elle ne répond pas aux revendications et à l'urgence de la situation. Dans ses rêves, Blanquer voudrait que les enseignantEs assurent à la fois un enseignement présentiel et un enseignement à distance. Encore une aubaine pour faire passer ses plans d'économie! Aucune solution n'est en outre proposée pour les collègues et les écoles. Au contraire, les enseignantEs réclament des embauches immédiates d'enseignantEs en recrutant l'ensemble des listes complémentaires des concours de l'enseignement, l'embauche immédiate des personnels de vie scolaire (AED, aide à la direction...), d'agentEs d'entretien, de médecins et d'infirmières scolaires. Alors que le gouvernement verse des larmes de crocodile sur les chiffres du chômage, voilà des solutions clés en main! Les personnels de l'éducation continuent par ailleurs d'exiger que le ministère fournisse des masques FFP2 pour se protéger des contaminations, ainsi que des tests systématiques des personnels et des élèves. À la suite de la journée de grève du 10 novembre, les salariéEs de l'éducation devraient s'adresser à l'ensemble des autres services publics, en particulier au secteur de la santé, pour construire ensemble une mobilisation pour obliger le gouvernement à mettre les moyens matériels et humains pour nous permettre d'affronter la crise sanitaire.

Juliette Stein

NALE
IE

ST PLEINE

seule fonction qui lui

a annoncé vendredi, dans les médias comme à son habitude : « Il y a eu environ 400 violations de la minute de silence, dans des formes parfois légères, parfois lourdes. Bien entendu, chacune de ces violations est suivie de poursuites disciplinaires. Parfois même, il y a eu des poursuites pénales dans certains cas. ». En effet selon lui une dizaine de cas peuvent relever de « l'apologie de terrorisme ». Ainsi un lycéen de Mérignac sera jugé le 4 décembre par le tribunal correctionnel de Bordeaux pour ce motif. Mais c'est aussi sur les familles que la suspicion est jetée au nom du fait que dans le drame de Samuel Paty « on voit bien que c'est le milieu familial qui a été terrible ».

Et le comble, c'est bien évidemment la violence extrême infligée à quatre enfants d'une école primaire d'Albertville, interpellés comme des suspects de terrorisme au petit matin et auditionnés au commissariat pendant une durée allant de 9 à 11 heures! Les enseignantEs qui ont obéi aux injonctions à la délation ont totalement abdiqué de tout rôle éducatif, considérant sans doute que la pédagogie des commissariats et des tribunaux serait plus efficace que la leur. C'est un naufrage dramatique dont les enfants et les familles subissent les conséquences.

Affirmer la solidarité avec toutes les victimes de sa répression est un enjeu vital dans la construction pour faire dégager Jean-Michel Blanquer, ses réformes et ses méthodes.

Cathy Billard

RENNES PSA La Janais : suppression de 500 postes de travail de l'équipe de nuit



La direction de l'usine PSA La Janais a annoncé l'arrêt de l'équipe de nuit à partir du lundi 16 novembre 2020 : 500 postes de travail sont concernés, dont un tiers d'intérimaires.

« Cette décision aura pour conséquence la suppression de 500 postes. Ce seront la très grande majorité des 548 ouvriers intérimaires qui en feront les frais. Ils seront renvoyés à Pôle Emploi, commente la CGT, dans un communiqué. La production ne se fera plus que sur deux équipes, mais toujours à pleine cadence. »

Les profits contre la santé des salariés

Les ouvrierEs de l'usine PSA de Rennes La Janais supportent les conséquences de la politique de PSA qui, depuis le début de la pandémie, a toujours choisi les profits contre la santé des salariéEs et de la population. Après le premier confinement, elle a agi comme si la pandémie était finie, poussant la production au maximum malgré les obligations des gestes barrières et du port du masque. La CGT affirme qu'après le confinement de printemps, « les cadences de production ont augmenté de plus de 10% et de très nombreuses heures supplémentaires ont été imposées, notamment le week-end. Ce rythme de travail imposé a conduit à l'épuisement nombre de travailleurs ». Mais la pandémie progresse en se moquant des exigences du profit. Et avec les mesures du deuxième confinement, les commandes de voitures s'effondrent. La demande de réouverture des concessions comme le réclame la direction de PSA et de quelques syndicats à son service est en fait une négation de la gravité de la pandémie. Et, soyons sérieux, ce n'est pas une réouverture des concessions qui amènera de nouveaux achats d'automobiles en pleine pandémie et en période de restriction de tous les déplacements. L'indemnisation des 500 ouvrierEs visés par le chômage partiel consécutif à l'arrêt de l'équipe de nuit doit être à 100% qu'ils et elles soient intérimaires ou salariéEs de PSA. Ce n'est qu'une première attaque : avec le nouveau recul des ventes qui s'annonce, PSA et Renault multiplieront la fermeture d'activités. Pour les ouvrierEs de Rennes La Janais, les immenses profits accumulés grâce à la politique du PDG Tavares ont été redistribués aux actionnaires, à commencer par la famille Peugeot. À eux de financer les indemnités indispensables !

Blog NPA auto-critique

RENAULT SANDOUILLE

Les flics sont impayables !

Quand les valeureux agents de police font du zèle auprès des travailleurEs de l'automobile.

Lundi 2 novembre, à la sortie de l'usine Renault Sandouville, les flics ont contrôlé trois des nombreux cars qui assurent le transport du personnel... pour contrôler les attestations dérogatoires du déplacement. « C'était dans le sens du retour, aux alentours de 13h30, alors que les travailleurs venaient de quitter l'usine après avoir travaillé depuis 5h20. »

La tactique du gendarme

Une demi-heure de perdue pour chaque autocar

et, malheureusement, les flics ont même trouvé, dans l'un des autocars, un ouvrier de l'usine ne disposant pas de son attestation. Et une verbalisation pour ce motif ! Bien évidemment les autocars étaient reconnaissables et ne se déplaçaient pas autour de l'usine Renault de Sandouville pour faire du tourisme industriel. Alors pourquoi cette opération ? Le général Arviset, responsable en chef de ces opérations assume selon le quotidien Paris Normandie la multiplication des contrôles sur la



voie publique : « Nous luttons contre le terrorisme, contre le trafic de stupéfiants, et veillons au respect des mesures de confinement. »

Pas simplement ridicule, pas simplement la

tactique du gendarme à la Louis de Funès. Mais la simple volonté de contrôler l'ensemble de la société et particulièrement les travailleurEs !

Blog NPA auto-critique

EXTRÊME DROITE Les Identitaires, le RN et l'attaque d'Avignon

Jeudi 29 octobre, jour des trois assassinats au couteau à Nice, les médias annonçaient une seconde attaque similaire à Avignon. Le RN s'est, dans un premier temps, empressé de dénoncer un nouvel « attentat islamiste », à l'unisson des premiers messages sur les réseaux sociaux. Mais très vite, d'après plusieurs médias, dont Libération et Mediapart l'assaillant a semblé être proche, voire militant du groupuscule d'extrême droite Génération identitaire (GI) dont il portait un modèle de veste¹.

L'individu aurait attaqué un « maghrébin » avec un pistolet automatique en revendiquant son appartenance à Génération identitaire. Fidèles à leur méthode d'interpellation démocratique, les policiers l'ont abattu malgré leurs premiers tirs de LBD. Il s'avère, selon Marianne, que l'individu a été proche des Jeunesses communistes pendant une dizaine d'années. Connu pour ses problèmes psychiatriques, il aurait commencé à développer une perception d'oppression venant des « Arabes ». Il s'éloigne du PCF du Vaucluse en 2015, en coupant tout lien. Selon l'expression journalistique, « des livres d'ultra-droite et néonazis » auraient été trouvés à son domicile.

« L'action d'un déséquilibré » ?

Le procureur de la République du Vaucluse, justifie la non-saisie du parquet anti-terroriste au motif qu'il s'agit d'une « affaire de droit commun qui relève de l'action d'un déséquilibré ». Il n'en reste pas moins qu'il s'agit d'une affaire politique. Il n'est pas anodin qu'un individu, même confus, tire sur un homme d'origine maghrébine, habillé avec l'uniforme de militants qui « défendent l'Europe ». Cette affaire démontre pour nous plusieurs choses. D'abord, elle confirme la très grande méfiance à maintenir face à un emballement des réseaux sociaux, qui aujourd'hui, profite plutôt à l'extrême droite. L'autre enseignement à tirer, c'est la qualification politique du geste dans le contexte actuel : une islamophobie largement institutionnalisée entretenue par l'extrême droite

ATAQUE TERRORISTE D'AVIGNON : L'ASSAILLANT PORTAIT UNE DOUDOUNE FLOQUÉE DU LOGO DE GÉNÉRATION IDENTITAIRE



d'une part et, d'autre part, de réelles attaques venues d'un terrorisme « déstructuré » motivé par une aspiration jihadiste, radicale et violente. Quel rôle joue Génération Identitaire ? GI n'a pas besoin de dangereux farfelus incontrôlables. Ses militantEs, propres sur eux, se rêvent dans les Cabinets d'un gouvernement qui organiserait la « remigration », pas de finir en martyr perdu dans une flaque de sang.

Prêts pour la Reconquête

Après le meurtre de Samuel Paty, Marine Le Pen réclamait une « législation de guerre » qu'elle inscrit dans une « stratégie de reconquête ». Des experts en « Reconquista », elle peut en trouver auprès des nombreux militantEs du RN formés par les Identitaires. Leur présence dans le RN est bien documentée.

Beaucoup sont collaborateurs d'élus ou prestataires de services, notamment en matière de communication. Leur parfaite intégration dans le RN ne suffit pas à démontrer leur contrôle politique de la ligne du parti, mais elle indique bien leur influence. Surtout, elle montre sur quel type de cadres peut compter l'appareil du parti.

Stéphane Ravier, sénateur du RN, « frissonne » à l'écoute de la Marseillaise scandée par un groupe « de jeunes niçois au pied de l'église Notre-Dame de Nice », qui venaient de défilé aux cris de « On est chez nous » et « Islam hors d'Europe » après l'attentat de Nice. Le même Ravier, qui reprend les mots de Poutine pour exhorter à « traquer les islamistes jusque dans les chiottes si nécessaire », indique lors de son voyage officiel en Arménie, fin octobre, que « le combat de l'Arménie aujourd'hui peut devenir celui de la France et de l'Europe demain ». Quelques jours plus tard, Libération nous apprend le premier départ d'un jeune militant d'extrême droite, ancien du GUD et de l'Action française, pour « le front » du Haut-Karabagh, renouant avec la

longue tradition de mercenariat de l'extrême droite, notamment au Liban et en Croatie.

« Fatwa lancée contre la France »

Dans cette atmosphère, il ne faudra pas s'étonner du passage à l'acte de déséquilibrés et de « loups solitaires » pour qui la notion d'« islamiste » peut être mouvante. Déjà, l'extrême droite est consciente du risque. Ainsi Jean-François Touzé, délégué national du Parti de la France (à la droite du RN), lance un appel « au calme ! » pour se méfier des « manipulés ou pas, les crétiens, irresponsables et sous-zombies au front bas qui croient malin, dans le contexte de fatwa lancée contre la France par les djihadistes, de s'en prendre – même virtuellement – à des mosquées, de rouler des mécaniques et de multiplier les provocations, [et] jouent clairement contre notre camp et contre l'intérêt national ». « Islamo-gauchisme », vivre-ensemble, « droits-de-l'Homisme », « immigrationnisme » viennent s'ajouter à l'exégèse du Coran par des « experts » qui nous expliquent à quel point les musulmans sont incompatibles avec l'Europe. Ce « gloubi-boulga intellectuel ambiant »² intègre d'autres ingrédients : une pincée d'incivilités, une bonne louche de délinquance. Bien mélanger avec des meurtres terroristes. Et noyer tout cela dans un nappage d'immigration. Vomissement assuré. L'urgence politique est d'empêcher que djihadistes et Identitaires se renforcent les uns les autres à chaque attentat. L'emballement des Darmanin et Macron n'y aide certainement pas. **Commission nationale antifasciste**

1 – En réalité, cette doudoune a été longtemps en vente sur internet : rien n'indique que l'individu soit un membre de GI.

2 – Lire Julien Salingue, « Islam, « islamisme », jihadisme : en finir avec les amalgames », 28 octobre 2020, en ligne sur <https://lanticapitaliste.org/opinions/oppressions/islam-islamisme-jihadisme-en-finir-avec-les-amalgames>

ÉCOLOGIE Le 17 novembre, contre la « réintoxication du monde »

Un appel à se mobiliser contre « des projets insensés auxquels il faudra les faire renoncer ».

Juste après le déconfinement, au printemps, une cinquantaine d'associations – Attac, le réseau Sortir du nucléaire, la Confédération paysanne, DAL Droit au logement, les Amis de la Terre, des syndicats – avaient

répondu à l'appel de collectifs locaux à se mobiliser contre toutes les tentatives de « réintoxiquer le monde ». Une convergence pour s'opposer à ce que le monde refonctionne comme avant, parce que, malgré tout ce que la situation a de bouleversant, nos gouvernants n'en sont pas moins déterminés à relancer dès que possible tout ce qui empoisonne ce monde et nos vies. L'objectif : dresser localement les premiers relevés de ce qui ne doit pas redémarrer, de ce qui doit

MARSEILLE, RUE D'AUBAGNE Deux ans après, on n'oublie pas, on ne pardonne pas

Jeudi 5 novembre, à 9h05, une foule silencieuse s'est recueillie devant les ruines du 63, 65, et 67 rue d'Aubagne. Il faisait beau. Deux ans auparavant, le maire de la ville, arrogant et indifférent, avait accusé la pluie, coupable selon lui d'avoir précipité la chute des immeubles provoquant la mort de huit habitantEs.

En dépit des restrictions imposées par la situation sanitaire, et malgré l'annulation de l'hommage officiel, le rassemblement a eu lieu, autour du collectif Marseille en Colère. Les nouveaux élus étaient présents, qui se sont faits discrets. Aucun membre de l'ancienne municipalité n'a osé paraître.

«Homicides involontaires par violation délibérée d'une obligation de sécurité»
À Marseille, «ni oublié ni pardon» n'est pas un slogan. La ville garde en mémoire le bruit des immeubles qui tombent en plein centre-ville. «Je suis effondré» avait encore ajouté Jean-Claude Gaudin, dans un mélange d'indécence et

d'obscénité. L'effondrement des immeubles de la rue d'Aubagne aura été la conséquence funeste de toute une politique de ville, révélant au grand jour les arrangements crapuleux entre milieux d'affaires et autorités municipales, faits de spéculation sur fond d'exploitation de la misère, de gentrification à marche forcée au mépris des populations. Quelques jours avant l'hommage, et alors que débute un second confinement pendant lequel la question du logement insalubre redevient aigüe, les trois juges chargés de l'instruction avaient procédé aux premières gardes à vue pour «homicides involontaires par violation délibérée d'une obligation de sécurité». Première mise en cause, Marseille Habitat, société d'économie mixte — où le pouvoir public et le privé s'entendent pour mettre en coupe réglée des quartiers entiers. Ce n'est qu'un premier pas. On attendra les suivants. Les propriétaires des appartements, les

baillleurs, les marchands de sommeil — jusqu'au plus haut niveau de la mairie. Car il n'est pas tout qu'une «personne morale» soit désignée: il s'agira aussi d'interroger la responsabilité des donneurs d'ordre. Marseille Habitat n'est au juste qu'une filiale de la mairie qui ne pouvait ignorer l'état de délabrement dans lequel étaient «laissés» les immeubles, comme beaucoup d'autres à Marseille, qui a connu durant tout l'hiver 2018-2019 nombres «d'arrêtés de péril imminent», comme une manière sinistre de nommer les derniers mois de cette municipalité agonisante. Les délogés sont encore nombreux et nombreuses, qui restent en attente de logement, de réponse et de justice. Le temps des procès viendra. Ce 5 novembre, devant le trou béant du 63 de la rue d'Aubagne où reposent encore huit corps, c'était le temps du silence où perçaient, lancinants, les chants de tristesse et de colère.

Arnaud M. (NPA 13)



DR

À la tête d'un budget d'environ 4,5 milliards d'euros annuels, c'est lui qui a la main sur l'organisation sanitaire et sociale de la Région et décide, entre autres, des ouvertures (et fermetures) de lits et des autorisations d'exercer des spécialités dans un établissement plutôt que dans un autre.

Les copains du privé

Ancien médecin, copain d'internat du ministre de la santé actuel Olivier Véran... et habitué des cabinets ministériels, notamment celui de Roselyne Bachelot en 2010 en tant que conseiller technique, il est passé par les ARS Occitanie puis Nouvelle Aquitaine comme conseiller avant de rejoindre le groupe Elsan, le deuxième groupe de santé privé en France. Il y occupait de 2018 à aujourd'hui un poste clé: directeur de la stratégie et des relations médicales pour «la mise en œuvre du projet de l'entreprise». Le groupe Elsan possède

ARS NOUVELLE AQUITAINE Un ancien directeur du privé aux manettes

Le 7 octobre dernier, Benoît Elleboode a été nommé directeur de l'Agence régionale de santé Nouvelle Aquitaine. Ce n'est pas un inconnu pour les personnels hospitaliers...



DR

120 établissements dont plusieurs dans la région (clinique Saint-Augustin à Bordeaux, clinique Saint-Martin à Pessac, polyclinique Jean-Villar à Bruges, clinique Pasteur à Bergerac, clinique Esquirol à Agen...) et est connu pour sa politique de rentabilité maximum au détriment des salaires et des conditions de travail. La politique de santé depuis des années vise à la privatisation de l'hôpital public, et la nomination d'un ancien directeur du privé ne laisse aucun doute sur la poursuite de cette politique: Benoît Elleboode prendra soin de ses copains du privé qu'il connaît bien!

CorrespondantEs

RATP Service minimum pour la santé des travailleurEs

Si les travailleurEs des transports publics étaient en première ligne durant la première vague du Covid, ils et elles le sont encore plus durant la seconde. Contrairement à mars dernier, le confinement ne concerne pas une majorité des salariéEs du pays qui continuent d'aller au boulot, auxquels s'ajoutent les quatre millions d'élèves qui prennent quotidiennement les transports en commun pour se rendre à leurs établissements scolaires.

Autant dire que pendant les heures de pointe, il n'y a toujours pas de distanciation sanitaire possible dans les métros et les bus. Un danger pour les usagerEs, mais également pour les salariéEs qui sont encore une fois les premiers sacrifiés. À la RATP, par exemple, c'est le service minimum pour la protection des machinistes (conducteurEs de bus). Il n'y a toujours pas de nouveau protocole sanitaire à suivre dans le contexte de la nouvelle vague de Covid. Pire encore, les quelques mesures qui avaient été (tardivement) prises pendant le premier confinement, comme l'interdiction de la montée par la porte avant des bus, ne sont toujours pas instaurées.



DR

Une logique de responsabilisation individuelle

Dans de nombreux dépôts, la nébulisation des bus a lieu une seule fois, la nuit, alors qu'ils servent la journée à faire plusieurs services. La désinfection n'a pour le moins pas été renforcée, et les espaces communs (salles de pause, terminus, réfectoires) ne font pas l'objet d'un nettoyage systématique à hauteur des risques d'infection. Enfin, la RATP se dégage de toute responsabilité dans la contamination des agents sous prétexte qu'elle fournit des masques et du gel hydro-alcoolique. C'est la même logique que celle du gouvernement: faire porter la responsabilité aux individus. Rappelons que la sécurité des salariéEs est de la responsabilité entière de l'employeur. Aucune politique de tests ou de traçage n'est appliquée par la direction, qui ne revendiquait qu'une trentaine de cas entre mars et octobre à l'échelle de toute la RATP. Un chiffre démenti par le recensement de certains syndicalistes: 18 cas de Covid la dernière quinzaine d'octobre... sur le seul dépôt de bus de Belliard. Ce n'est pas aux travailleurEs de payer de leur santé la crise sanitaire et les choix du gouvernement de continuer à les envoyer au charbon, au profit des plus grandes entreprises et au mépris de nombreuses vies humaines. Dans chaque atelier, dans chaque dépôt, les travailleurEs du transport devraient pouvoir s'organiser collectivement afin d'imposer leurs propres règles pour travailler dans des conditions acceptables.

Myriam Rana

immédiatement cesser, en s'appuyant sur les luttes existantes, pour préparer une journée nationale de mobilisation, d'actions, de blocages d'usines toxiques, d'occupations de terres de chantier.

Des mobilisations partout

Lors d'un rassemblement à Notre-Dame-les-Landes, au mois d'août, le collectif ZADenVIES 2020 a tiré un premier bilan de ces actions. Le 17 juin, une soixantaine de mobilisations locales ont dessiné «une première cartographie post-confinement de sites de production destructeurs qui doivent s'arrêter, de sites naturels – forêts, zones humides, terres cultivables – qui ne doivent pas être artificialisés, de projets insensés auxquels il faudra les faire renoncer». Face à ces menaces, de nombreux collectifs de citoyens et d'associations se

battent pour préserver une forêt, une zone humide, un espace vert en ville... Dans les Hautes-Pyrénées, le collectif Touche pas à ma forêt a réuni 2500 personnes contre l'implantation d'une méga scierie du groupe industriel italien Florian. En s'opposant à ce projet, c'est une alternative à l'exploitation productiviste qui se dessine aussi. «Ici, le problème n'est pas de couper des arbres pour récolter le bois, expliquait alors un bûcheron qui manifestait, mais dans cette forêt, il s'agit de sacrifier des arbres matures et magnifiques pour un projet industriel»...

Près de Strasbourg, à Ensisheim (Haut-Rhin) on se mobilise contre l'implantation d'un entrepôt géant d'Amazon qui couvrirait plus de 15 hectares de terres agricoles, à l'image de ce qui se passe dans plusieurs territoires du Grand Est.

À Corcoué-sur-Logne (Loire Atlantique) 300 personnes ont manifesté contre un projet d'installation d'une méga usine de méthanisation. Et l'on pourrait multiplier les exemples... Chaque département voit se développer ces oppositions à des projets industriels imposés.

«Nouvelle vague d'actions»

Parce que le plan de 100 milliards proposé par le gouvernement sera consacré essentiellement à relancer leur système économique, sans considération pour les enjeux environnementaux, ni pour les enjeux sociaux, près de 80 associations et syndicats ont renouvelé l'appel pour le 17 novembre. Une place particulière est réservée aux liens avec les travailleurEs qui dépendent économiquement de ces



secteurs de production et chantiers. Comme l'explique l'appel à une «nouvelle vague d'actions contre la réintoxication du monde»: «L'urgence sociale, c'est de penser avec elles et eux les mutations possibles des activités nécessitant un maintien des revenus et droits acquis, les réappropriations nécessaires des lieux de travail, ainsi que les rapports de forces à engager pour garantir des ressources pendant les périodes de transition.»

Mais, deuxième vague de Covid oblige, la journée du 17 novembre ne pourra avoir l'ampleur prévue. Le groupe de coordination donne rendez-vous le 17 d'un prochain mois possible et appelle tous les groupes impliqués dans la préparation du 17 novembre à rendre au moins visibles leurs cibles. Commission nationale écologie

De Gaulle, à rebrousse-temps

Une nouvelle de Gérard Delteil, écrite à l'occasion des 50 ans de la mort de De Gaulle.¹

- Avez-vous lu Ubik de l'écrivain américain Philippe K. Dick ?

– Euh... Je connais Dick, c'est l'auteur de Total Recall, mais je n'ai pas lu Ubik.

– Dommage. Alors, accrochez-vous. Un de mes amis, ou plus exactement son labo, vient de mettre au point une machine un peu spéciale. Elle permet de communiquer avec les défunts, comme dans Ubik. Sauf qu'il n'est pas nécessaire de se trouver en présence de leur dépouille. Tout est reconstitué de façon numérique. Vous me suivez ?

Il le conduisit dans une pièce où un technicien s'affairait sur une machine étrange.

– Voilà la bête. Nous allons avoir la chance d'expérimenter maintenant ce truc in vivo pour la première fois. In vivo, c'est une façon de parler, puisque vous allez interviewer un mort. Et pas n'importe quel mort. Charles de Gaulle, dont on parle beaucoup en ce moment.

Cette fois, Denis s'inquiéta pour la santé de son patron. Il demeura bouche bée.

– Je vous confie cette interview hors normes car votre CV dit que votre mémoire de master portait sur le gaullisme. Vous n'avez pas bluffé ? Alors au boulot.

Le technicien se mit à pianoter sur un clavier.

– Quand il apparaîtra, vous n'aurez rien à faire d'autre qu'à l'interviewer comme s'il était en face de vous en chair et en os. Vous appuyerez sur cette touche rouge quand ce sera terminé.

L'idée d'un gag revint à l'esprit du jeune journaliste, néanmoins il se concentra mentalement sur les questions qu'il allait poser. Et soudain, l'incroyable se produisit : le visage de De Gaulle se dessina sur l'écran, un peu flou. Denis remarqua qu'il ne portait pas l'uniforme mais un pull informe.

Il toussa pour s'éclaircir la voix. – Mon général, m'entendez-vous ? Instinctivement, il avait dit « mon général », bien qu'il n'éprouva pas de respect particulier ni pour de Gaulle ni pour l'armée. Il avait au contraire choisi ce sujet de master pour démythifier certains aspects de la carrière de l'homme du 18 juin.

– Je vous reçois cinq sur cinq. Qui êtes-vous ?

Ce n'était donc pas une image d'archive comme il l'avait un instant soupçonné.

– Denis Berenski, je suis journaliste au Magazine...

– Berenski, c'est un nom polonais, ça... Bon, vous êtes tout seul, mon petit vieux ? Car j'ai toujours dit que recevoir un grand nombre de journalistes est un plaisir, mais en recevoir un seul...

– Est un supplice. Je connais cette phrase², mon général. Un sourire parut éclairer le visage gris.

– Un point pour vous. Je vous accorde cette interview, mais soyez clair et concis.

– Mon général, là où vous vous trouvez, pouvez-vous suivre l'actualité ?

– Nom de Dieu, bien entendu, je regarde les informations télévisées et je lis les journaux comme tout le monde.

– Alors vous êtes sans doute au courant que France 2 diffuse un feuilleton inspiré de votre biographie. Voici la critique qu'en fait le Monde. Je la cite de mémoire : « L'espace de deux soirées, les Français peuvent se prendre pour des spectateurs albanais au temps d'Enver Hoxha quand venait le moment de célébrer leur leader. Les six épisodes semblent avoir été conçus sous la menace d'une police politique impitoyable. »

– Je vous arrête, mon garçon ! Je ne suis pas responsable des choix des scénaristes et des saltimbanques censés interpréter mon personnage. Du temps où je vivais parmi vous, j'ai supporté des moqueries et des imitations sans jamais embastiller les persifleurs.

– C'était juste une accroche, mon général.

– Une accroche ! On doit vous apprendre ça dans les écoles de journalistes. Triste France.

– Venons en à votre biographie réelle. Dans votre jeunesse, avant la guerre de 1939-45, vous avez appartenu à l'Action française...

– Je n'ai jamais dissimulé mon admiration pour des penseurs comme Charles Maurras ou Maurice Barrès et j'ai dû prendre la parole au cercle Fustel de Coulanges. Je considérais alors que la monarchie, en dépit de ses défauts, a le mérite d'assurer continuité et stabilité à la France.

– Vous ne le considérez plus aujourd'hui ?

– Des chefs charismatiques comme Charles de Gaulle peuvent jouer ce rôle et je l'ai assumé pleinement, pendant la période de l'Occupation comme pendant celle qui a suivi le coup d'État d'Alger de mai 1958. Mais la continuité est difficile dans un pays marqué par ses divisions. Je ne vois personne aujourd'hui qui soit capable de remplir cette tâche.

– Pendant la période de la Résistance, en dépit de vos sympathies pour l'Action française, vous avez noué une alliance avec le parti communiste.

– À partir de l'invasion de la Russie par les Allemands, une alliance s'est dessinée entre les Soviétiques et nous. Il était alors possible d'utiliser les communistes au service de la France. Néanmoins, ils représentaient un danger. Un des mérites de Charles de Gaulle est d'avoir fait en sorte que les communistes restent à leur place. Certes, ils avaient été cornaqués par Staline, mais certains avaient des velléités de profiter des positions qu'ils avaient acquises, des bandes armées qu'ils avaient formées.

À la Libération, j'ai parcouru le pays pour remettre de l'ordre. Quand j'arrivais dans une ville, je

proposais des solutions simples aux bandes communistes : s'engager dans l'armée régulière pour aller combattre en Alsace ou se dissoudre. Thorez a été loyal, je dois le reconnaître, en ordonnant la dissolution de ses milices. Mais tous ne l'entendaient pas de cette oreille. Il m'a fallu faire preuve d'autorité pour restaurer l'ordre et les institutions.

– C'est ainsi que vous avez nommé Maurice Papon préfet de la Gironde, malgré le rôle qu'il avait joué comme secrétaire général de la préfecture de Bordeaux. Il avait tout de même organisé la déportation de près de 1700 personnes d'origine juive. Vous l'ignorez ? Personne ne vous en a informé à l'époque ?

– Mon jeune ami. On voit que vous n'avez pas vécu cette période trouble. C'était beaucoup plus compliqué. En 1944, nous avions besoin d'hommes expérimentés et énergiques pour rétablir la discipline, sinon la France aurait sombré dans l'anarchie et peut-être dans le bolchevisme. Des personnalités au dessus de tout soupçon comme l'écrivain Maurice Druon ont d'ailleurs témoigné en faveur de Papon et affirmé qu'il avait participé à la Résistance à sa manière.

– Pouvez-vous me parler de vos relations avec Mitterrand, qui fut tout de même votre concurrent à la présidentielle de 1965. De Gaulle eu un rictus méprisant.

– Mitterrand est venu me voir à Alger au cours de l'hiver 1944. Il avait servi le gouvernement de

Vichy et sentait le vent tourner. Le Rastignac de la Nièvre voulait un poste dans le gouvernement de la France libre. J'ai redouté d'avoir affaire à un agent double. Je l'ai donc éconduit et invité à s'engager dans les Forces françaises libres, ce qu'il n'a pas fait.

– Mais vous l'avez tout de même nommé ministre des Anciens combattants six mois plus tard. – C'est comme pour Papon. Le rôle d'un chef est de savoir utiliser les caractères, même quand ils sont déplaisants. Je ne l'ai pas regretté : Mitterrand a jugulé une grève de fonctionnaires fomentée par les communistes.

– Papon est l'homme des massacres du 17 octobre 1961 et du 8 février 1962. Et vous l'avez couvert...

– Un chef doit toujours couvrir ses hommes, même quand ils se conduisent mal.

– Vous voulez dire que les policiers en ont fait davantage qu'on ne leur en demandait ?

– Si les policiers n'étaient pas bêtes, ils ne seraient pas des policiers !³ J'avais exigé la fermeté, mais pas le carnage. Après avoir durement étrillé les gens de l'OAS, il me fallait montrer que je ne faisais pas de cadeaux aux fellaghas et aux cocos. C'était le prix à payer pour conserver le soutien de l'armée et de la police. Vous avez encore d'autres questions de ce genre ?

Le ton du général était devenu cassant.

– J'aurais aimé m'entretenir avec vous de nombreux autres sujets, par exemple de la création du

RPF, de l'affaire Ben Barka, du rôle du SAC, de celui de Pasqua, de Foccart, mais je suis conscient que vous ne pouvez pas m'accorder trop de temps. Pourrions-nous néanmoins dire deux mots de Mai 68 ?

De Gaulle éclata de rire.

– Ah, je vous voir venir depuis un moment avec vos questions. Vous faites sans doute partie de cette poignée d'enragés qui ont joué à la révolution parce qu'on les empêchait de forniquer librement dans leur cité universitaire de Nanterre, de jouer sans entraves comme ils le disaient...

– Euh... C'est la génération de mon grand père...

– Peut-être, mais vous parlez comme eux. Je ne me suis jamais mêlé des questions de sexe. C'est Yvonne, mon épouse, qui s'occupait de faire censurer certains films par la télévision. Je me souviens qu'elle avait téléphoné à l'ORTF parce qu'on avait vu le dos nu de Maria Pacôme. Moi, ça m'avait plutôt amusé. Yvonne avait aussi voulu faire interdire Hara Kiri...

– Mai 68 n'a tout de même pas été qu'une affaire de libération sexuelle. Il y a eu une grève générale. Vous êtes alors parti en Allemagne. Sans vouloir vous offusquer, certains ont dit que vous aviez paniqué.

De Gaulle secoua la tête avec un air outré.

– Un véritable chef ne panique jamais. La situation était tendue. Nous avions des assurances du côté des Soviétiques, qui ne voulaient

surtout pas de révolution en France, mais qui sait ? Les chefs cocos pouvaient se sentir pousser des ailes, se lancer dans une aventure ou être débordés par leur troupes et par les gauchistes. Je suis donc allé en effet rejoindre Massu à Baden-Baden, un homme solide sur qui je pouvais compter. Il m'a fait savoir que sa division blindée était prête à intervenir. En fait, nous n'en avons pas eu besoin : les cocos ont contrôlé leurs troupes. En dehors de quelques petits débordement mineurs, tout est rentré dans l'ordre au bout d'un mois quand nous avons rétabli la distribution de carburant. Les Français sont des veaux.⁴

– Et notre président Macron, qu'en pensez-vous ?

– Rien à dire sur ce jean-foutre. Il fait partie des paltoquets qui ridiculisent la France.

Denis préparait une question sur le préfet Lallement et la répression contre les Gilets jaunes, mais De Gaulle leva une main pour lui signifier que l'entretien était terminé.

– Bien que nous ne soyons pas du même bord, je ne m'ennuie pas avec vous, mon garçon, mais c'est l'heure du feuilleton télévisé d'Yvonne. Oui, nous regardons tout de même cette série grotesque. Si je manque le début, je vais avoir droit à une scène.

Gérard Delteil

1 – Titre emprunté à un roman de Philipp K. Dick.

2 – Authentique.

3 – Phrase authentique.

4 – Authentique.



Roman

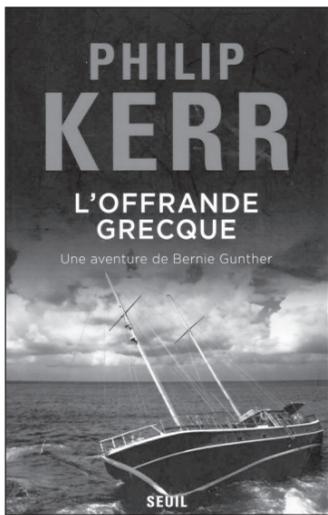
Malade, l'auteur écossais Philipp Kerr, décédé en 2018, avait eu le temps de remettre à son éditeur plusieurs manuscrits dont *L'Offrande grecque*, qui est la dernière enquête de Bernie Gunther post Seconde Guerre mondiale¹. Bernie Gunther est un brillant flic de Berlin, social-démocrate, qui démissionne de la police lors du triomphe du nazisme. Son tort est de ne pas avoir quitté l'Allemagne. Installé comme détective privé, les nazis sauront le retrouver pour profiter de ses qualités d'enquêteur, Heydrich en particulier. La guerre finie, c'est la Stasi et le général Mielke qui voudront en faire de même. Gunther parviendra à se débarrasser de la Stasi et à regagner l'Allemagne de l'Ouest sous une fausse identité. *L'Offrande grecque* débute à ce moment, en 1957, dans une Allemagne de l'Ouest revue et corrigée par l'impérialisme américain.

Acte I : Munich, nid de la corruption américano-nazie

Bernie Günther se retrouve donc en 1957 à Munich sous le nom d'emprunt de Christof Ganz. Il vivote, avec un emploi à la morgue de l'hôpital, lorsqu'un officier de police le reconnaît. Ce dernier, ancien nazi corrompu, l'entraîne sous la contrainte dans une sombre affaire de corruption de parti politique par la Stasi avec magot et crime à la clef. Le policier espère faire porter le chapeau à Bernie. Celui-ci, méfiant, réussit à se sortir du piège. Il récupère l'argent et le remet à l'avocat véreux, Max Merten, qui veut apparemment financer une aile encore plus droitière de la CDU d'Adenauer, le président de

L'Offrande grecque, de Philipp Kerr

Points policiers, 464 pages, 8 euros.



la RFA. Pour le remercier, l'avocat fait embaucher Bernie comme enquêteur pour les assurances «Munich Re». Un poste tranquille, bien payé, qui lui permet d'exercer son esprit aiguisé de flic. Après de premiers succès, le patron de la compagnie, le sinistre M. Alzheimer, envoie Bernie à Athènes pour vérifier dans quelles conditions un bateau très bien assuré a pu sombrer en mer Égée.

Acte II : Athènes, nid d'espions
«La ville [Le Pirée] ne possédait plus aucun monument important, grâce aux Spartiates qui avaient détruit les fortifications d'origine et aux Romains qui avaient

détruit quasiment tout le reste. Voilà ce qui est réconfortant dans l'histoire : vous découvrez que les coupables ne sont pas toujours les Allemands.»

En fait, la Grèce a été dévastée par le conflit et l'occupation allemande puis par la guerre civile contre la résistance «communiste». Le pays compte plus de 400 000 victimes et ses communautés juives ont été presque entièrement exterminées dans la Shoah. L'économie et les infrastructures sont en ruine et l'Allemagne qui fait le forcing pour construire la CEE refuse de payer pour ses crimes de guerre.

Ces trois éléments sont importants pour comprendre l'intrigue que va tenter de démêler Bernie Gunther. En bref, le bateau qui a été «exproprié» à un armateur juif de Salonique, en 1943, ne procédait pas à d'innocentes recherches d'antiquités mais bien à la recherche d'une fraction des lingots nazis fabriqués avec les biens des 60 000 Juifs exterminés de Salonique. L'assassinat du capitaine grec du bateau et d'un avocat convaincant Gunther d'être à nouveau sur la piste de nazis. Un responsable policier d'Athènes, pas encore viré par le gouvernement très à droite de Karamanlis, en est convaincu et veut contraindre Bernie à travailler pour lui. Une trop belle jeune avocate grecque aussi ainsi que le Mossad israélien qui entre en jeu et utilise de moyens très coercitifs pour demander à Bernie la

même chose. On ne peut raconter ici les péripéties, la réapparition de l'avocat véreux Max Merten et le dénouement mais, une fois de plus, le thriller est mené de main de maître.

Philippe Kerr, un trotskiste «caché»?

Philippe Kerr profite toujours de ses incursions dans l'Histoire pour la nettoyer. Il ne manque pas de rappeler les méthodes de Staline pour effacer Trotski de l'histoire. Dans ce roman, il règle surtout ses comptes, sur la base d'une documentation en béton, avec Adenauer et les Américains grand recycleur de nazis. Avec cette *Offrande grecque*, il nous plonge dans l'occupation allemande en Grèce puis dans l'après. On comprend un peu mieux pourquoi l'Allemagne n'a jamais honoré sa dette envers le peuple grec. La corruption du gouvernement Karamanlis était telle que seule importait de lutter contre la «subversion» de gauche et d'empêcher les «pots de vin» des Anglais et des Américains.

Un thriller passionnant, une bonne dose d'humour cynique et une petite leçon d'histoire éclairée. Que demander de plus?

Sylvain Chardon

1 – *Métropolis*, le dernier Bernie Gunther posthume, est en cours de publication et ouvre le cycle car il se déroule en 1928, dans Berlin la révolutionnaire.
2 – Lire *Bleu de Prusse* et la chronique dédiée dans *L'Anticapitaliste* n°434 du 14 juin 2018.

Essai

Contre l'État, de Tom Thomas

Éditions critiques, 144 pages, 12 euros.

«**L'**objet de ce petit livre est seulement de rappeler pourquoi c'est une illusion d'en appeler à l'État pour guérir les maux sociaux ou stopper les dégâts écologiques et autres désastres que démultiplie aujourd'hui un capitalisme en crise incurable, et qui suscitent en réaction des colères populaires de plus en plus massives et émeutières»: Tom Thomas veut répondre aux discours, de gauche comme de droite, et discuter avec ces Gilets jaunes pour lesquels il suffirait de se «débarrasser des élites», que «l'État se rapproche du peuple» (par exemple par le biais de référendums), «qu'il restaure la souveraineté nationale et soutienne le capital national» pour sortir de la crise.

Un appareil chargé d'imposer l'ordre bourgeois

L'actualité (l'essai a été écrit en avril 2020) est venue illustrer le propos de l'auteur. L'État n'est pas le représentant de la collectivité ni seulement une force répressive au service des intérêts généraux de la bourgeoisie. C'est un appareil chargé d'imposer son ordre, de lui permettre de faire le plus de profits par des moyens de coercition mais aussi idéologiques et de propagande. Ses caisses étaient vides pour les salaires de ses agentEs, des embauches dans le service public, mais il a trouvé magiquement de l'argent pour sauver les entreprises. Il a été d'autant plus leur représentant que le capitalisme mondialisé et sénile non seulement n'est plus capable de se maintenir sans extraire un maximum de plus-value des travailleurEs par des mesures de plus en plus autoritaires, mais est même amené à dépenser des milliards pour compenser ses propres destructions d'emplois, ses propres fermetures de lits...

En montrant comment l'État capitaliste a évolué en fonction des besoins de la bourgeoisie, extrayant de la plus-value du travail de la façon la plus directe et féroce au début du capitalisme, c o n c é d a n t quelques miettes en période de prospérité après la Seconde Guerre mondiale, ne pouvant plus rien céder aujourd'hui, l'auteur conclut, démystifiant les illusions sur «l'humain d'abord» et autres «sorties de crise»: «En appeler à l'État pour "humaniser" le capitalisme, c'est comme en appeler au lion pour qu'il ne soit plus carnivore». L'issue ne peut être que révolutionnaire, dans le renversement de la propriété capitaliste par les travailleurEs.



Les brefs essais très clairs de ce marxiste militant, dont *Capital automate* ou *La face cachée des nouvelles technologies*, sont disponibles en libre accès sur internet : www.demystification.fr.

Mónica Casanova

Disparition

Fernando «Pino» Solanas, grand cinéaste et militant argentin, est mort

En 1968 sortait le documentaire manifeste «L'heure des brasiers» sur les luttes ouvrières et de libération nationale. Son réalisateur, Pino Solanas, déclare alors, en paraphrasant Karl Marx: «Il ne suffit pas d'interpréter le monde, il faut le changer!» En 2018, les femmes envahissent les rues de Buenos Aires et d'Argentine en faveur de la libération de l'IVG. Le sénateur Solanas, 82 ans, tonne: «Personne ne pourra stopper la nouvelle génération. Ce sera une loi. Il y aura une loi contre vents et marées». Tel était l'homme qui refusait de séparer son métier de cinéaste et son militantisme pour changer la société.

Fernando Ezquiel Solanas a été emporté par le coronavirus le vendredi 6 novembre à Paris¹ à l'âge de 84 ans, après avoir passé plusieurs semaines en soins intensifs.

Un cinéma de combat et d'émotions

Fernando Solanas, étroitement lié à la gauche péroniste, a été le pionnier du cinéma politique et de témoignage argentin. Dans les années 1960, il crée le groupe «Cine-Liberacion» dans le but d'aider les luttes dans le tiers monde. Son manifeste sera *l'Heure des brasiers*, une fresque de plus de 4 heures, interdite en Argentine jusqu'en 1973 puis réinterdite pendant la dictature militaire (1976-1983). Sous la menace de la «Triple A»², il réalise en 1975 sa première fiction *Los Hijos de Fierro*³. La dictature militaire le conduira à l'exil en Espagne puis en France. Il réalise alors le film *Tango, l'exil*



de Gardel, sur une musique d'Astor Piazzolla, Grand Prix spécial du Jury à Venise et Grand Corail à La Havane. De retour en Argentine, il obtient, en 1988, la consécration à Cannes (prix de la mise en scène) avec *El Sur* toujours sur une musique de Piazzolla. En 1989, le populo-nationaliste ultra-libéral Eduardo Menem devient président et Solanas son plus farouche opposant. Victime d'un attentat, il doit reporter le

tournage du film *El Viaje*. Il le réalise en 1991 et dénonce le néolibéralisme, représentant Menem en grenouille. En 1998, il triomphe avec *la Nube* (le Nuage) mais les années suivantes, le militant l'emportera sur le cinéaste et Fernando Solanas reviendra au documentaire. Son *Mémoire du pillage* obtiendra un Ours d'Or d'honneur à Berlin en 2004. Suivront *la Dignité du peuple, Argentine latente, la Prochaine Gare* (contre la privatisation du transport ferroviaire), *le Grain et l'ivraie*.

Militant inlassable

Sa lutte contre l'impérialisme a été exemplaire. Il milita pour la nationalisation du pétrole et du gaz et pour la défense des services publics. Il était également un écologiste convaincu et lutta contre l'extraction sauvage des compagnies minières, pour la défense de l'eau («Leau vaut plus que l'or» disait-il), contre les cultures transgéniques. Péroniste de gauche, il fut membre

du «Frepasso» (centre-gauche) qui sombra lors de la grande révolte populaire de 2002. Il crée alors son propre regroupement, «Proyecto Sur». Il est candidat à la présidentielle en 2007 contre Christina Kirchner puis finalement élu sénateur indépendant en 2013. Siègue qu'il garda jusqu'à son décès. Il fut un moment proche des socialistes mais son péronisme indépassable l'empêcha de concrétiser. En 2019, il rejoint «El Frente de Todos» (centre-gauche) qui gouverne le pays. Sa défense de la classe ouvrière et des opprimés restera un exemple. Nous saluons ici sa mémoire. Sa lutte continuera.

SC

1 – Il était ambassadeur de l'Argentine à l'Unesco depuis l'été 2020.
2 – Alianza Anticomunista Argentina, ou escadron de la mort.
3 – «Les Fils de Martín Fierro». Martín Fierro est un grand poème épique argentin. Le cinéaste le rapproche de la geste de Perón, première période, qui s'opposait à l'impérialisme US.

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43
Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

DE FRALIB À SCOP-TI « Il est plus difficile de faire vivre la démocratie que la dictature patronale, mais on y arrive »

Entretien. Olivier Leberquier, militant CGT, a 57 ans. Il a été salarié d'Unilever au Havre, dans une usine qui a fermé malgré 18 mois de lutte. À l'issue de celle-ci, il a été reclassé à Gémenos (13) dans une autre usine du groupe. En 2010 Unilever annonce la fermeture de Fralib (production de thés et tisanes), son usine de Gémenos. C'est le début d'une longue lutte de 1336 jours pour l'emploi et la préservation de l'outil de travail, qui débouchera sur la création de Scop-TI, une SCOP toujours en activité.

Il y a 10 ans, vous apprenez qu'Unilever voulait fermer l'usine. Quel regard portes-tu sur ces dix années, et les 1336 jours de lutte ?

Un regard plus que positif bien sûr, quand on connaît l'histoire. Dans une vidéo faite au moment de l'annonce, on m'entend dire « Pas un boulon ne sortira de l'usine ». Sans le vouloir on avait trouvé ce qui allait être notre slogan pendant 1336 jours. Dix ans après, on y est arrivé. Les machines sont à nous et on continue à y travailler. Nous en sommes fiers.

Pendant 1336 jours, on est passé par des hauts et des bas, mais quand on entend Xavier Bertrand dire aux travailleurs de Bridgestone comment il faut se battre, et qu'on pense qu'il a tout fait à l'époque pour nous couler, on ne peut s'empêcher de ricaner. Après la présidentielle de 2012, on avait rappelé à Hollande ses engagements de campagne, et il a fait racheter les bâtiments par la Communauté Urbaine de Marseille. C'est bien, mais on aurait aimé le voir faire pareil pour la SNCM, Florange, Goodyear, alors qu'il est allé de recul en recul. Le conflit de Fralib a, au contraire, été l'occasion de mesures juridiques empêchant les travailleurEs de se battre!

Demander à tous les candidats à la primaire de gauche leurs engagements était devenu un rituel. Montebourg nous parlait de « réquisition » de la marque Éléphant, de taxer Unilever à 200% s'ils délocalisaient en Pologne... Quand, devenu ministre du Redressement productif, il est venu nous voir, nous l'avons interpellé sur ses engagements, il nous a répondu « C'est pas moi le président »! Aujourd'hui, même si c'est parfois compliqué, qu'il y a des tensions, tout ce qui se passe depuis 2014, c'est tout bon pour nous.

Unilever ne nous donnait pas plus de deux ou trois ans, ça fait six ans qu'on tient. 26 travailleurEs sont partis à taux plein à 60 ans grâce à Scop-TI, et sur les 76 salariéEs qui ont lutté, aucun n'a été laissé sur le carreau. C'est positif!

Comment fonctionne Scop-TI aujourd'hui? Quelle perspective pour une SCOP autogérée, goutte d'eau dans un océan capitaliste?

La coopérative est viable. Après un déficit prévisible la première année, après avoir mis tous les ex-Fralib au cœur du projet, notre déficit est toujours là, mais de moins en moins important.

Il est plus difficile de faire vivre la démocratie que la dictature patronale, mais on y arrive... C'est sûr qu'on n'est pas de « bons capitalistes », mais ça n'a jamais été notre but.

Le Conseil d'administration (CA) est élu pour quatre ans, il est révocable à tout moment, mais on améliore le fonctionnement au fil des expériences. On a un organigramme en cercle et les coopérateurs sont au centre. Le tout fonctionne comme

1336



NPA

une pyramide inversée qui désigne les 11 membres du CA et un Comité de pilotage de trois, élargi à toute personne intérieure ou extérieure selon le sujet discuté. Les propositions de décisions sont diffusées au CA. Sans avis autre sous 24 heures, c'est décisionnel. Mais au bout du compte, l'assemblée des coopérateurs peut remettre en cause toute décision du CA.

Comment arrive-t-on à maintenir cette vie démocratique et comment la transmettre?

Il n'y a pas encore de « nouveaux », mais c'est effectivement une question à se poser... et à résoudre!

Alors comment « gérer » avec ce système? Il faut certes gérer des contradictions, mais on sait pourquoi on le fait. Ces questions ne se poseraient pas ainsi en système socialiste, mais là, on doit fonctionner dans le cadre que nous impose le système. Le capitalisme n'est ni amendable ni réformable. On a choisi un mode de résistance en démontrant que les travailleurEs sont capables de gérer.

Votre lutte a été multiple: syndicale, politique, juridique, médiatique, culturelle... Vous avez toujours fait en sorte qu'elle ne reste pas enfermée dans les murs de l'usine. On vous a vuEs lors du mouvement contre la « contre-réforme » des retraites, aux côtés des Moulins Maurel, avec les cheminotEs, et j'en passe...

Notre conception de l'action syndicale ne s'est jamais arrêtée aux problèmes de l'entreprise. La solidarité

a été primordiale, mais dans les deux sens. Nous avons toujours défendu l'idée d'intervenir dans tous les combats sociaux.

Lors de la fête de la victoire, en juillet 2014, un camarade nous avait dit que vous souhaitiez que Scop-TI reste un outil de production mais aussi un lieu ouvert aux luttes et à l'expression des forces du mouvement ouvrier. Vous avez déjà accueilli des initiatives et fêtes d'organisations politiques. Comment l'avez-vous concrétisé?

C'est plus que jamais d'actualité. Une dizaine de mutuelles vont racheter les bâtiments et on va se diriger vers

un pôle de l'économie sociale et solidaire. Il y aura donc ouverture au politique et au syndical, mais pas seulement. Nous voulons que Scop-TI soit un lieu d'ouverture et de culture. Nous avons souvent été sollicités pour des films sur les questions sociales, et on veut que ça perdure, mais aussi par le monde universitaire dans le cadre d'un travail commun. Un exemple parmi d'autres: depuis 2000, Unilever ne produisait plus qu'avec des produits chimiques. À Scop-TI, nous n'utilisons que des produits naturels. Pourquoi ne pas transmettre ce choix aux jeunes dans le cadre d'une Université du Goût, par exemple?

Depuis votre lutte, et surtout actuellement, on assiste et on va assister à de nouvelles suppressions d'emplois. Quel est le message des Scop-TI pour celles et ceux qui vont lutter?

J'ai toujours entendu dire que c'était « la crise ». On va nous le ressortir... Nous ne sommes ni surpris ni dupes de ce discours. Les moyens d'une autre société, c'est une autre répartition des richesses.

Ici, malgré toutes les difficultés, on est toujours là six ans après, mais on ne peut se réjouir de ce qui se passe ailleurs. Après ce que nous avons vécu, nous ne voulons pas jouer les donneurs de leçons, on souhaite seulement montrer ce qu'il est possible de faire.

Alors si on doit faire passer un message, c'est justement que d'autres choix sont possibles. Un seul exemple auquel nous sommes particulièrement confrontés: Pourquoi laisser la distribution à de grands groupes capitalistes?

Le mot de la fin?

Je rappellerai le mot d'ordre qui a été le nôtre pendant 1336 jours et qui reste d'actualité. Une phrase de Bertolt Brecht: « Celui qui combat peut perdre, mais celui qui ne combat pas a déjà perdu ».

Propos recueillis par Raphaël et Jean-Marie

L'image de la semaine



Vu ailleurs

L'ÈRE DES PANDÉMIES. Une agence scientifique des Nations unies vient de rendre public un rapport qui suggère que l'appauvrissement du vivant, qu'il s'agisse des animaux, de la flore, des insectes et de la faune aquatique, est directement lié à l'émergence d'une « ère des pandémies ». Cet avertissement argumenté a été publié par la « plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité » (IPBES). Un organisme qui a été créé en avril 2012. D'après cet outil onusien qui veut fonctionner et lancer des alertes comme le GIEC le fait pour le climat, les pandémies pourraient être de plus en plus fréquentes et de plus en plus difficiles à éradiquer si l'être humain accentue sa pression insupportable sur les écosystèmes et la biodiversité.

L'argumentation de ces scientifiques est, notamment, que les six pandémies constatées depuis la grippe espagnole de 1918 ayant ravagé l'Europe et le reste du monde, ont toutes été causées par « l'activité humaine défrichant et exploitant des aires à la biodiversité riche; l'être humain et ses animaux domestiques se retrouvant de plus en plus souvent en contact avec la faune et le monde sauvage ». Car d'autres virus nous guettent. Le fait que l'activité humaine, explique Peter Daszak, président du groupe de travail de l'IPBES, ait été capable de changer si profondément notre environnement naturel nous amène à tenter de réduire les risques pour les pandémies futures et de réduire également les risques entraînés par le changement climatique. La biodiversité et le réchauffement additionnent leurs dégâts. Car les spécialistes évaluent à 850 000 les virus « en attente » de franchir la barrière des espèces parmi les mammifères et les oiseaux sauvages.

Le rapport rappelle longuement que préserver ce qui reste de la biodiversité, lutter contre le réchauffement de la planète pourrait permettre de prévenir les futures pandémies plutôt que de les subir une fois qu'elles se sont propagées au sein de la population. D'autant plus que du point de vue économique cela serait plus rentable puisqu'une pandémie coûte au moins 100 fois plus cher quand il faut la subir.

Cet avertissement de l'IPBES montre à quel point, notre environnement naturel est délabré, aussi bien en Europe que dans le reste de la planète. On y sent à quel point les naturalistes sont sceptiques sur leurs chances de mettre rapidement un terme aux destructions et aux morts prématurées. Domage car à lire ce rapport on comprend que comme pour le climat dont les experts nous alertent depuis 1990, demain il sera trop tard...

Claude-Marie Vadrot, « La destruction de la nature prépare les pandémies futures », Politis.fr, 3 novembre 2020.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 35 € <input type="checkbox"/> 1 an 70 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 € <input type="checkbox"/> 1 an 50 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 € <input type="checkbox"/> 1 an 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €	
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 60 € <input type="checkbox"/> 1 an 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 45 € <input type="checkbox"/> 1 an 90 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 12 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		
Tarif standard		
Hebdo	<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre
Tarif jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org